

Hebdomadaire du parti socialiste unifié.
n° 696 du 3 au 10 avril 1976 - 3,50 F

Société:
légaleriser la peur



Tribune socialiste



Celui qui donne
le meilleur de lui-même
a droit à une part équitable.
Lui aussi.



Maintenant, priorité
aux travailleurs manuels.

CAMPAGNE NATIONALE POUR LA RÉFORME DES LOIS

Sommaire

SOCIETE.

Légaliser la peurp 4

AGRICULTURE

La marée vertep 5

SOCIAL

SNCF, à propos d'une grève avortéep 6

Peugeot, le refus d'une reprisep 6

Grands magasins, la lutte continuep 7

Revalorisation du travail manuel, 8 et 9.

ARMEE.

Tous les engagés ne sont pas des crevuresp 10

FEMMES.

Marcuse et le mouvement des femmes .p 11

Crèches, simples garderiesp 11

INTERNATIONAL

Espagne : et l'armée franquiste ?p 12

Argentine : la consécration d'un fascisme militairep 13

CINEMA

La tendresse au quotidienp 14

Yu kong et les montagnesp 15

TELEVISION

Michel Droit : la droite et Massup 14

Sélection télép 15

calendrier politique

MEETINGS PSU

A Amiens le 6 avril, avec Victor Leduc.

A Metz le 14 avril, avec René Schulbaum.

A Nantes le 15 avril, avec Michel Mousel.

A Quimper le 16 avril, avec Maguy Guillien et Pierrot Régnier.

LE PSU REPOND A VOS QUESTIONS

Le jeudi 8 avril à 20 h 30, à la mairie de Levallois, meeting-débat avec la participation de Serge Depaquit.

FEMMES

Le mercredi 14 avril à 19 h, réunion-débat au foyer relais d'accueil, 21, rue de Malmaison, Paris 13e, M° Maison-Blanche : « La prostitution, est-ce un mal nécessaire... »

TRAVAILLEURS SANITAIRES ET SOCIAUX

Le comité régional de coordination des syndicats sanitaires et sociaux de la région parisienne CFDT organise, le 10 avril, un forum pour les travailleurs sanitaires et sociaux en formation, ainsi que pour les professionnels. De 14 h à 20 h à la Bourse du Travail, 3, rue du Château d'Eau - Paris - M° République.

FORMATION ENTREPRISE

Le premier stage de formation du secteur entreprise aura lieu les 17, 18, 19 avril à St Prix sur le thème : comment militer politiquement dans l'entreprise. Inscriptions auprès de la CNE.

ANGOLA

Meeting-gala de soutien le 9 avril à 20 h, au Mènil-Palace, 38, rue Mènilmontant, Paris.



HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Alain TLEMCEN

Ont collaboré à ce numéro :

M. Camouis, F. Dalbert, L. Du, M. Guillien, L. Goldberg, P. Jacquin, C. Joxe, Juliette, J. Jullien, J. Levieux, M. Najman, Y. Sparfel.

Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18) Distribué par les N.M.P.P. Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Cadet Photocomposition - 75009 Paris

Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA

Maquette : Chantal LENDER

Secrétariat - Documentation : Marie Françoise CHAILLEUX Dir. publ. : André BARJONET 9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

Souscription

La nouvelle formule sera comme une belle fleur. Les dernières gelées de ce début de printemps l'ont retardée, mais finalement elle va quand même sortir. Mais ce sera une fleur fragile ; alors, faut encore l'arroser un peu et, le 1^{er} mai, nous en ferons des bouquets.

S.B. - Eybens 200 F ; A.C. - Toulouse 100 F ; F.B. - Grenoble 200 F ; Anonyme Dijon 100 F ; P.W. 15 F ; G.M. 20 F ; Section Chausson 160 F ; E.S. - 80 F ; B.P. - Annecy 200 F ; C.B. 40 F ; Section la Roche-sur-Foron 100 F ; Section du Tarn 200 F ; H.A. - Toulouse 50 F ; Anonyme - Annecy 200 F ; Section St-Etienne 300 F ; C.S. - Reims 50 F ; P.S. - St-Sauveur 30 F ; D.B. - Saumur 10 F ; Anonyme - Rennes 100 F ; J.P. 50 F ; A.C. 30 F ; Section entreprises aéroports parisiens 500 F ; A.F. 15 F ; Section St-Nazaire 160 F ; Anonyme-

Ardeche 100 F ; F.B. - Antony 200 F ; L. Paris 17e 60 F ; Anonyme - Alfortville 50 F ; J.M. M. - Neuville 100 F ; Section St-Gervais 60 F ; Anonyme - Angers 200 F ; Section St-Maur 400 F ; Fédération Dordogne 1 000 F ; D.V. - Stains 1 000 F ; Section Ozon Tournon 100 F ; J.B. - Paris 13e 50 F ; Section Paris 6e 210 F ; Anonyme - Angers 30 F ; Fédération du Bas-Rhin 120 F ; G.S. - Condrieux 100 F ; TOTAL : 74 114 F 45

FAITES COMME EUX POUR VOTRE TS NOUVELLE FORMULE !

des sous des sous...

Nom :

Adresse :

Somme versée :
à l'ordre du PSU « Soutien TS » CCP - Paris 1402044

Tous ensemble nous ferons un nouveau journal !!!

● et abonnez-vous à TS...

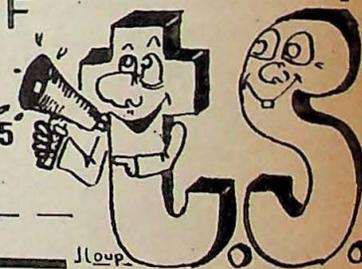
Un nom :

une adresse :

et un chèque de 100 F

(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F).

TS 9, rue Borromée - 75015
CCP PARIS 5.826.65



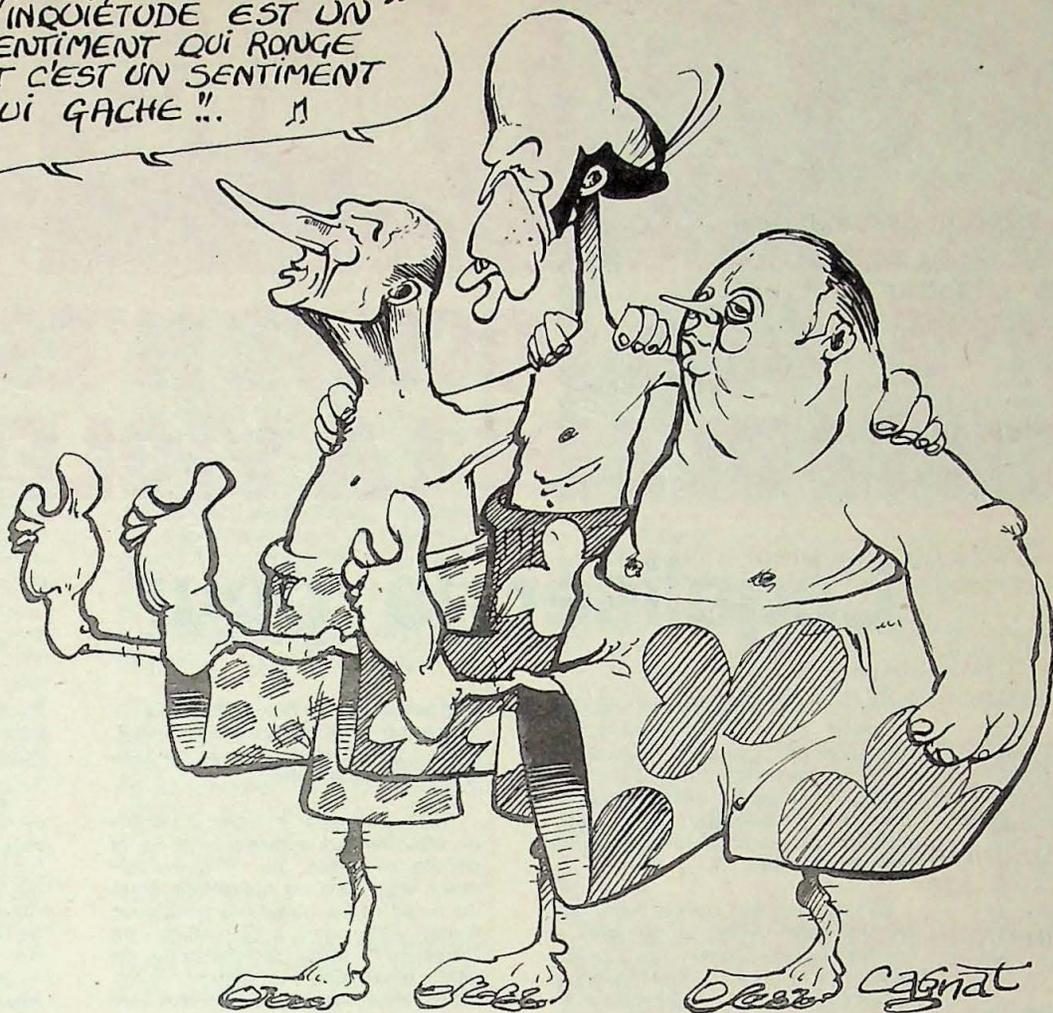
Attentat

Dans la nuit du vendredi 26 février, vers 0 h 15, des inconnus ont lancé un engin incendiaire contre le siège national du PSU, 9, rue Borromée à Paris.

Une intervention rapide des pompiers a permis d'éteindre un début d'incendie et de minimiser les dégâts.

Cet incident intervient après que plusieurs locaux et réunions du PSU en province ont été l'objet d'attentats, dont les auteurs appartiennent à des groupes fascistes.

"L'INQUIÉTUDE EST UN SENTIMENT QUI RONGE ET C'EST UN SENTIMENT QUI GACHE!"



La résistible ascension de Jacques Chirac

La triste prestation télévisée du chef de l'Etat, à défaut d'avoir rassuré la droite sur son avenir, lui aura du moins fourni un nouveau sujet de controverses : l'importance croissante du Premier ministre.

La promotion de Jacques Chirac au rang de « coordinateur des partis de la majorité », en elle-même lourde de trouble et de désarroi inavoués, ne manquera pas de creuser de nouvelles fissures entre les « libéraux avancés » et autres « réformateurs » et leur nouveau chef. Mais elle dessine aussi la nouvelle physionomie du régime, face à une gauche conquérante et à un mouvement populaire galvanisé par ses récents succès.

Quels lendemains prépare Jacques Chirac ?

En deux années, l'homme a remporté une série impressionnante de victoires. Hier contesté par les siens, concurrencé sur son propre terrain par Ponia-towski, réduit au rôle modeste d'exécutant par Giscard, il est aujourd'hui investi, par ceux-là mêmes qui plétinaient ses plates-bandes, d'une autorité sinon sans limites du moins considérable.

Fait significatif, chaque étape de cette ascension est construite sur une défaite des siens. C'est la défaite de Chaban, à laquelle il a puissamment contribué, qui l'a fait Premier ministre UDR, c'est aujourd'hui la défaite de la droite aux cantonales qui le fait « coordinateur et animateur » de la « majorité ».

Le fait n'est pas fortuit : chaque succès des travailleurs, chaque avancée partielle du mouvement populaire, réveille la vieille peur des possédants et appelle le langage si réconfortant de l'« ordre » et de la répression.

Peu à peu, le Premier ministre s'est construit cette image de « fermeté » qui le désigne tout naturellement pour le rôle de chef du parti

de la peur. Il en a l'étoffe et le langage. Ses conseillers et son entourage en sont des garants solides.

Si les nouveaux attributs de Jacques Chirac sont l'indice d'un tournant du régime, nous savons dans quel sens il va et quelles en seront les cibles. Finies les « risettes » aux socialistes et les réformettes : les travailleurs et leurs organisations seront les premiers visés par la contre-offensive qui pourrait s'amorcer.

Mais chaque médaille a son revers : en envoyant Chirac aux avant-postes, on l'expose aux coups et à l'échec, tandis qu'à l'arrière d'autres plans peuvent être tirés.

La nouvelle mouture du régime, avec un Premier mi-

nistre maître du jeu et un président en retrait de l'affrontement, n'ouvre-t-elle pas d'intéressantes perspectives ? Ne permettrait-elle pas, en cas de victoire électorale de la gauche, d'offrir à Mitterrand la place toute chaude de Chirac, moyennant un bon compromis (et le maintien en place de l'actuel président de la République) ?

La droite maintient toujours deux fers au feu. Pour intimider les travailleurs, elle a provisoirement choisi de ressortir la vieille défroque des Versaillais, tout en gardant en réserve le masque du « libéralisme avancé ».

La victoire des forces populaires est aujourd'hui possible, mais, pour y parvenir, il faudra ôter à la droite et à la bourgeoisie ses possibilités de manœuvre et transformer ses échecs en déroute. Giscard s'est rogné les ailes : il recule à l'arrière-plan. Chirac se brisera-t-il les dents ?

Le Premier ministre est un « gagnant » qui a un certain penchant pour la défaite : il en tire tous ses succès. La prochaine étape de sa fulgurante carrière paraît toute trouvée : celle de chef de l'opposition.

Léo GOLDBERG ■

LE CRI DES MURS

JOURNAL MURAL

Mercredi 17 Mars 76 - N°8 - 1,50 F

**IL Y A
DES CAS OU...**

« LA SOCIÉTÉ N'EST PAS RESPONSABLE DE LA VIOLENCE »

Légaliser la peur

Non, l'affaire Patrick Henri (l'auteur du rapt de Troyes) n'est pas close ; des Patrick Henri, il s'en fabrique tous les jours... On a toujours besoin de monstres. Elle n'est pas close, non plus, précisément parce que ceux qui, en prison, « ne sont plus des hommes » aux yeux de cette société, se battent aujourd'hui pour avoir le droit de l'être avec la seule arme qui leur reste : leur propre mort.

Les sous-hommes

Auguste Grandvillemain se condamne pour proclamer son innocence : il meurt de faim et d'épuisement après un an de lutte (27 kg pour 1,75 m). Roland Agret se condamne à mort pour proclamer lui aussi son innocence : après presque deux mois de grève de la faim, il avale deux manches de fourchette qui, heure après heure, mettent sa vie en danger dans la mesure où sa grève continue. Pierre Legret a été condamné à 15 ans de réclusion le 39^e jour de sa grève de la faim alors qu'il proclame son inno-

cence. Robert Civita, Pierre Sana, Guy Paupaert, font eux aussi la grève de la faim pour les mêmes raisons. Et quand ils ne clament pas leur innocence, ils disent comme Jacques Mesrine : « J'accepte de payer... mais je ne veux plus être traité comme un chien... »

Face à tous ceux qui par leur combat entendent rester des hommes, le régime ne peut que dire non, car il a besoin de la peur. L'idéologie de la sécurité proclamée par Giscard a besoin de ces « sous-hommes » qui menacent « notre société », non ! notre vie à tous. Si les criminels redevenaient des hommes, ce serait une victoire contre la peur. C'est inacceptable, car c'est cette peur qui fait de l'autre un ennemi potentiel... et de nous tous des victimes en puissance : victimes de meurtres, de rapt, de hold-up, d'enlèvements, mais victimes surtout d'assassins bien ordinaires.

Tous coupables...

Car c'est cela le second objectif de cette campagne : faire accepter l'idée que nous sommes tous, en puissance, des criminels ; et c'est là que la « normalité » de Patrick Henri prend

tout son sens : victime potentielle réclamant des « mesures énergiques », nous devenons tous susceptibles d'être des coupables.

Quel autre sens profond pourrait-on attribuer aux quatre projets de loi pénale proposés par le gouvernement, légalisant les opérations coup de poing et élargissant la notion de tentative de crime à l'intention... en l'absence de toute matérialisation ou début d'exécution du projet ? Nous serons désormais à la disposition des contrôles policiers, coupables potentiels devant apporter la preuve de notre innocence.

Dans ce contexte, un homme, qui lutte par tous les moyens contre le système qui l'opprime et le tue à petit feu, devient très vite un délinquant ou un criminel : les viticulteurs, les membres des GARI en sont la preuve. Giscard proclame l'idéologie de la sécurité, et donc de la peur, au moment où un sondage de la SOFRES fait dire à 54 % des Français que l'autorité de l'Etat n'est pas respectée... et qu'il faut donc un pouvoir plus fort. La délinquance est donc l'intermédiaire choisi pour faire passer des mesures politiques de sauvegarde du régime. Le fascisme est passé sur le terrain de la vie quotidienne : **Le Parisien libéré**

du 30 mars titre : « 99 % des Français : oui à la peine capitale et 75,5 % non à la grâce présidentielle !!! »

La seule réponse que nous puissions y apporter est donc une mobilisation quotidienne contre le fait que tout prisonnier soit traité en sous-homme et contre la peur de « l'autre » qu'est en train d'organiser le ministre de l'Intérieur qui propose des mesures favorisant la délation. Sinon « l'autre », s'il est aujourd'hui Patrick Henri... serait demain (le sentiment de culpabilité né de précédentes lâchetés et alimentant cette peur, on n'aurait plus besoin de crimes) celui qu'on voudra... On trouvera toujours plus gitan, plus juif, plus arabe que soi... plus « bicot » comme on disait au temps de la guerre d'Algérie. Les « autres » se multiplieraient au gré d'un régime fondé sur l'insécurité sociale, au gré de la peur des gouvernants face à leur propre illégitimité.

Pierre JACQUIN ■

Pour s'abonner au « Cri des murs » écrivez à P. Fillioud - BP 8 75521 Paris Cedex 11. Prix d'abonnement 1 ex. : 6 mois : 24 F, 1 an 48 F, pour 10 ex. : 3 mois : 65 F 6 mois 125 F, 1 an 245 F pour 50 ex. : 280 et 520 F.

Mathusalem

Les 3, 4 et 5 juin 1975 se réunissait à Paris un contre-congrès de gérontologie. Pendant 3 jours, un travail de commissions rassemblait des personnes âgées, des travailleurs sociaux, et tous ceux qui, de près ou de loin, sont amenés à se « coltiner » la vieillesse. Il ressortait des discussions comme un leitmotiv, une absence d'information et de réflexion sur « les problèmes des rieux ».

Il était nécessaire de créer un outil permettant de rassembler et de diffuser les informations. C'est fait : Mathusalem « Le Journal qui n'a pas peur des vieux » vient de sortir. Il propose une lecture globale de la vieillesse à travers son rapport à la folle, à la sexualité et aux luttes collectives. Achetez votre numéro 5 F ou abonnez-vous : un an 20 F - BP 202 - 75866 - PARIS CEDEX 18.



Les préservatifs de la bourgeoisie

Le meeting de soutien à l'éducateur de Nantes inculpé pour avoir distribué des capotes anglaises à des adolescents a regroupé à Paris plusieurs centaines de personnes. D'autres cas de répression dans le travail social, avec comme thème majeur la sexualité, ont fait l'objet de débats (Digne, Marseille). Le 10 mars, jour du procès à Nantes, près de 4 000 personnes — travailleurs sociaux, habitants du quartier — ont participé à la manifestation nationale de soutien (délégations de Bordeaux, Caen, Paris...), qui a parcouru les rues de la ville aux cris de « Ordre moral, ordre bourgeois », « Giscard faudrait savoir si t'es pour les capotes ou pour les avortoirs », « La justice bourgeoise doit capoter ». Alors que les manifestants faisaient un sit-in devant le palais de justice, ils apprirent que le procès était retardé de quatre heures et demie et que la présidente du tribunal avait demandé le huis clos total (fait exceptionnel), contre l'avis du procureur de la République et les protestations véhémentes du public et des journalistes, les avocats eux-mêmes ayant été exclus.

La raison avouée du huis clos fut la « campagne publicitaire » (entendez la mobilisation). La justice bourgeoise se préservait ainsi de débats qui auraient fait apparaître les véritables problèmes : misère sexuelle des jeunes, misère matérielle et conditions de vie déplorable de la population des grands ensembles, rôle répressif demandé aux travailleurs sociaux (diffusion de l'idéologie dominante : ordre moral, travail, normalisation...), refus des travailleurs sociaux d'être les collaborateurs des services de police.

Le jury s'est donné jusqu'au 6 avril pour délibérer. La mobilisation continue jusqu'à l'acquiescement de notre camarade. A Nantes, six heures sur le thème Délinquance et sexualité vont être organisées. A Paris, le comité de soutien reste actif. Permanence : 1, rue des Fossés-Saint-Jacques, jeudi après-midi, tél. : 033.39.46.

Nous sommes tous concernés : cette affaire est l'exemple d'une remise en cause de l'ordre moral bourgeois et de sa justice de classe.

La marée verte

En mars l'agriculture a été souvent au premier plan de l'actualité ; depuis 1974, l'opinion publique, habituée aux manifestations périodiques et violentes des paysans, a brusquement pris conscience de l'existence d'un problème grave, à la fois économique, social et politique, concernant la majeure partie des agriculteurs français. Les affrontements de Narbonne ont été le révélateur tragique d'une crise profonde qui frappe tous les travailleurs du Languedoc. Le pouvoir, incapable d'offrir d'autres solutions aux revendications vitales des travailleurs, emploie la mitraille et la répression.

Dans ce climat de stupeur et d'angoisse, s'est ouvert le Salon de l'agriculture, le 7 mars à Paris. Chirac et Bonnet sont venus tour à tour inaugurer, congratuler, munis des maigres acquis de Bruxelles. Ils ont essayé de séparer le bon grain de l'ivraie... Les bons chefs d'entreprise, les agriculteurs dynamiques, améliorent qualité, productivité, sont compétitifs. Quant aux autres, ce sont des irresponsables, des gueux qui devront se taire ou disparaître.

Comme ils savaient à quoi s'en tenir, les Paysans-travailleurs, les CRAV, le MODEF se sont abstenus de toute manifestation à cette occasion. Seuls, des paysans groupés en comités de défense d'éleveurs sont venus semer le trouble au stand de l'UFAC, une firme d'aliments pour bestiaux : ils ont expliqué aux clients en puissance comment crevaient leurs veaux, comment bon nombre d'entre eux, naïvement séduits par les contrats d'intégration proposés, s'étaient retrouvés sur la paille... Nantis de preuves sur la nocivité des farines fournies par l'UFAC, ils ont parlé des procès en cours où les éleveurs sont en train de confondre d'autres firmes du même genre...

Le vrai visage de la FNSEA

Enfin, les 17 et 18 mars, lors du 30^e congrès de la FNSEA, le président Debatisse a montré cette fois-ci son vrai visage : il a attaqué d'emblée, en condamnant la violence et les destructions commises, il a mis en garde les responsables syndicaux, rassemblant, dans le même sac Montredon, Epinal et Caen. Il a poussé le cynisme jusqu'à demander au gouvernement de ne pas appliquer la loi anticasseurs au syndicalisme agricole officiel... sans protester le moins du monde contre les violences policières, les condamna-

tions qui viennent de tomber sur des délégués syndicaux dans le cadre de cette loi, aussi bien dans l'Ouest que dans l'Est. A part une timide protestation sur la modestie des accords de Bruxelles, — d'ailleurs réduits à néant par les incidences de la crise monétaire et de la dévaluation du franc, qui rendent impossible l'amélioration du revenu des agriculteurs en 1976 — il a demandé « **des aides compensatoires dès le mois de juillet** » au gouvernement.

Voilà donc la perche tendue et Bonnet s'en est saisi : il a promis fermement que le revenu des agriculteurs en 1976 ne sera pas inférieur à celui de 1975. !

La seule issue possible

Bon nombre d'agriculteurs ont compris que le combat anticapitaliste était la seule issue possible pour enrayer le démantèlement de leur profession, de leur milieu. Ils recherchent, comme les viticulteurs du Midi, l'unité avec les forces ouvrières pour mener à bien leurs revendications, mais cette unité se trouve déjà menacée par une partie des grands ténors des CRAV, bêlant leur apolitisme, apportant de l'eau au moulin de Poniatowski en dénonçant les éléments anarchistes irresponsables introduits au sein de leur troupeau et, selon eux, causes des violences. A quand l'aide aux sbires et l'appel aux populations pour dénoncer les so-disant coupables.

Mitterrand, qui a rencontré tout ce monde à Béziers, s'est contenté d'opposer le réalisme du projet de la gauche en matière d'office des vins à celui du gouvernement. Encensant responsables professionnels, du négoce aussi bien que des vigneron, il a repris l'amalgame des éléments incontrôlés et condamné les actes de désordres et de violence.

Est-ce là un discours destiné à conforter l'unité de tout un peuple qui lutte pour le droit de vivre et de travailler au pays, lutte qui peut s'étendre demain à l'Ouest, aux régions de montagne où la désertification organisée par le pouvoir frappe ouvriers et paysans ?

Nous pensons, nous paysans, que notre seul espoir reste dans l'unité de classe que nous pourrions bâtir afin que demain, dans la lutte pour le pouvoir, les travailleurs fassent triompher leurs aspirations en imposant le socialisme autogestionnaire ■

Maguy GUILLIEN



Le conseil d'Etat vient de confirmer l'expulsion des paysans du Larzac. Voilà encore de quoi calmer les esprits dans toute l'Occitanie. Les 25 départements du Midi vont être réunis en une seule région militaire (incluant Corse, Larzac, Canjuers) mettant, de la frontière italienne à la frontière espagnole, tous les régiments de paras et d'infanterie de marine, la Légion étrangère, sur le pied de guerre (intérieure) en un clin d'œil, sous le même commandement. Pendant ce temps, le sous-préfet à Millau prend contact, ou plutôt le pouls, des paysans concernés, des notables et de tous les Millavois reconnus comme interlocuteurs valables... A suivre..

ARVEL

Au service des familles et des jeunes

YUGOSLAVIE,

2 sem. bord de mer 600 F
2 sem., bord de mer, avion
compris 1 000 F

PORTUGAL,

circuit 2 semaines 1 490 F

AUTRICHE,

par semaine 350 F

ALGERIE,

2 semaines avion compris ... 1 660 F

TUNISIE,

Festival de Tabarka, 2 sem... 1 225 F
Circuit « Djerba comprise » .. 1 670 F

TURQUIE DE L'EST,

Cappadoce et ancienne Arménie,
circuit de 3 semaines 1 995 F

ET AUSSI :

Laponie, Guatemala, Afghanistan,
Thaïlande...

ARVEL, 12 A, Boulevard des Brotteaux,
69006 LYON Tél. (78) 52.56.48

A propos d'une grève avortée...

Pendant huit jours, la SNCF a été le point de mire des luttes sociales. Pendant huit jours, les cheminots ont tenté de faire échec à la politique d'austérité du pouvoir. La direction a cherché à dresser les usagers contre les cheminots. Mais elle n'a pas réussi à entamer la solidarité ouvrière malgré ses tentatives pour paniquer les voyageurs au moment des grands départs en vacances du vendredi 19, et la suppression de trains dont les équipes de conduite étaient pourtant prêtes à partir. La combativité des cheminots est restée intacte, et elle apparaissait clairement lors de la manifestation du lundi 22 devant la direction générale.

Le mercredi 24 au soir, une heure avant le discours de Giscard, cinq organisations minoritaires se prétendant « apolitiques » (21 % aux élections professionnelles) signaient le dernier accord sur les salaires du secteur public et nationalisé.

Jusqu'à là, la grève avait vraiment été l'affaire des cheminots de la base puisque chaque établissement la reconduisait tous les jours en assemblée générale, et cela depuis une semaine. Dans ces conditions, on peut se demander pourquoi, dès le mercredi soir, les fédérations CGT et CFDT lançaient un appel pour une grève de 48 h ; pourquoi ce même jour, Argalon, secrétaire général de la fédération CGT des cheminots, soulignait les limites de cet appel (son homologue CFDT ne l'a pas démenti) ; pourquoi Séguy disait qu'il ne s'agissait pas d'une grève test ; pourquoi cette reprise en main soudaine.

Dès jeudi matin, les fédérations CGT et CFDT donnaient un pourcentage de grévistes trop faible pour mener une action de grande ampleur. Elles en annonçaient seulement 20 %, plus de trente heures avant la fin de l'action. Comment ce chiffre n'aurait-il pas eu d'influence sur les cheminots pour les décider à reprendre le travail ?

Et pourtant, la combativité et le mécontentement étaient toujours aussi grands dans la profession et beaucoup avaient le sentiment

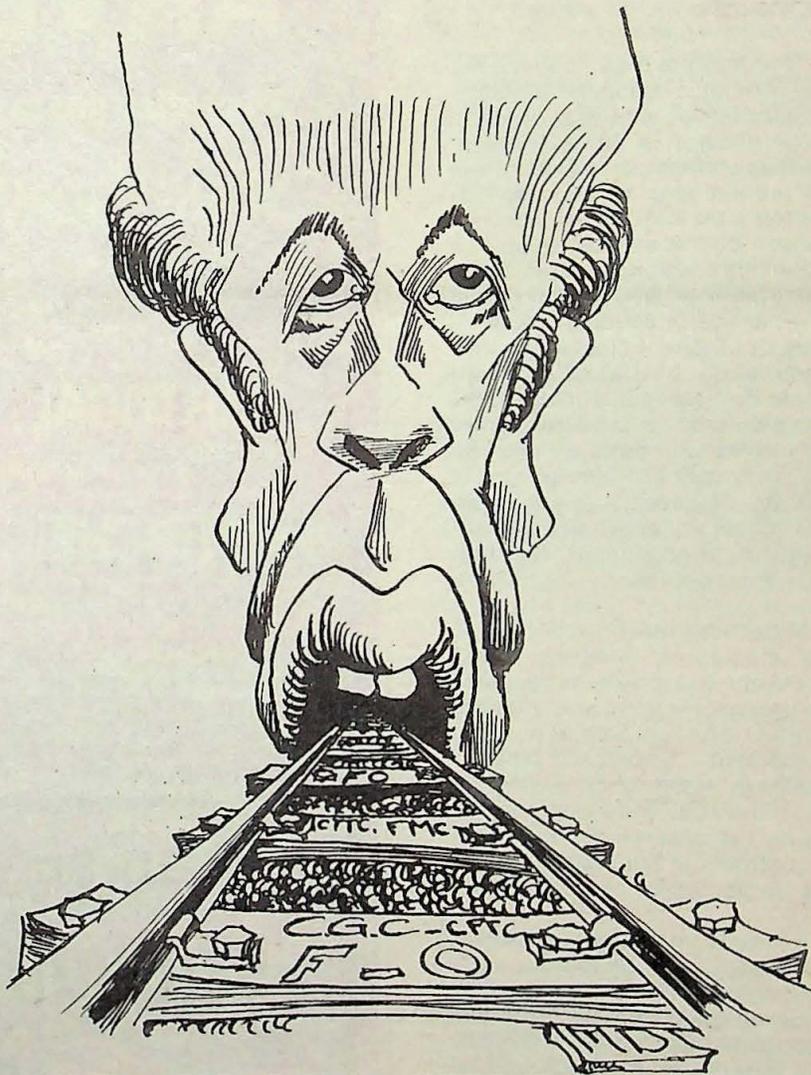
qu'une action puissante pourrait faire fléchir la direction et le gouvernement et que, ainsi, les huit jours de grèves précédents n'auraient pas été perdus. Les fédérations ont-elles vraiment appuyé le mouvement ? La question reste ouverte...

Le mouvement des cheminots n'a finalement pas eu plus de perspectives que celui des PTT en octobre-novembre 1974. Il est tentant d'en conclure que les confédérations poussent à des actions limitées, et finalement catégorielles, pour éviter toute confrontation massive.

Mais est-ce bien suffisant pour expliquer l'échec ? L'ampleur d'un mouvement autonome des luttes doit aussi être mesurée. On

comprend bien que certains ne souhaitent pas de nouveau Mai 68 et préfèrent attendre 1978 et les élections ; il ne suffit pas de dire le printemps sera chaud pour que les grèves éclosent comme des primevères. Il faudra donc revenir après débat sur les causes de l'enlisement de cette grève à la SNCF.

Cela n'empêche pas une dernière question : pourquoi aucune information sur les raisons de cette grève n'a-t-elle été donnée aux voyageurs ? Est-ce ainsi que l'on convaincra les travailleurs du bien-fondé de la lutte des cheminots, lutte qu'ils ont cependant supportée sans grandes récriminations, manifestant ainsi une solidarité qui est un premier échec pour le pouvoir.



Le refus d'une reprise

On ne peut pas encore dire : c'est fini ! La grève à Beaulieu-Mandeure, même si elle ne revêt plus l'aspect spectaculaire d'une occupation, continue. Pourtant, les ouvriers ont eu de quoi être éccœurés et démobilisés.

La direction a joué la carte du pourrissement jusqu'à ce que le découragement et la lassitude lui permettent le coup de force, le 25 au matin. Cent cinquante cadres et contremaîtres, protégés par la police, sont entrés dans l'usine. Pour éviter un affrontement entre grévistes et non grévistes, les syndicats avaient laissé les portes ouvertes. Cela n'a pas empêché les flics de matraquer les grévistes qui ont dû évacuer l'atelier 70, où sont fabriqués en période normale les pots d'échappement nécessaires à la continuation de la production chez Peugeot-Sochaux.

Certes, des camions de pots d'échappement ont pu, ce soir-là, quitter Beaulieu. Mais ils n'ont permis de renouveler les stocks à Sochaux que pour trois jours. La direction n'a donc rien gagné. Si lundi matin, mille personnes — essentiellement des cadres, des agents de maîtrise et des employés — ont repris le travail, ils n'ont pu remettre l'usine en marche. Lundi soir, les grévistes ont manifesté dans les rues de Montbéliard.

A peine 20 % du personnel travaille, mais la plus grande partie des travailleurs restent chez eux et ne participent pas à la mobilisation. Pendant ce temps à Sochaux, à Dijon, dans les autres usines Peugeot, la direction appelle les ouvriers à aller travailler le samedi, et même le dimanche matin, en volontariat. Elle organise les cadres et les non grévistes de Beaulieu qui viennent en commandos s'opposer à toute ré-occupation. Par ailleurs, elle a entamé une procédure de licenciement contre 47 militants, dont des délégués. Pour empêcher que les trois semaines d'occupation n'aient servi à rien, pour que les revendications essentielles (300 F pour tous, retour aux 40 heures compensé à 100 %, réduction des cadences, création d'emplois, liberté syndicale) soient satisfaites, il faudrait que la solidarité dans tout le trust et dans toute la région soit plus efficace.

Jams (Mourmelon)

Cette entreprise qui fabrique des sièges en plastique a fait parler d'elle à Carpentras en liquidant 140 travailleurs. A Mourmelon ce sont 610 ouvriers qui risquent de se retrouver sur le pavé. Depuis 5 ans, la section PSU de Châlons-sur-Marne a dénoncé les conditions de travail dans cette usine (vapeurs toxiques, 70 heures de travail par semaine...). Depuis 1975, la direction veut liqui-

une de plus

der la boîte. Un curateur a été nommé. Au cours d'une assemblée générale convoquée par FO le 22 mars, les ouvriers ont décidé de s'opposer à la liquidation. Le PSU a lancé l'idée de constitution d'un comité de soutien. Le groupe Dumeste veut reprendre l'usine mais licencierait 20 à 30 % des effectifs. Cette solution ne peut donc être acceptée telle quelle.

Renault

La fronde des fondeurs

Depuis le vendredi 19 mars, les travailleurs des fonderies à Boulogne-Billancourt sont en lutte pour une revalorisation de leurs salaires équivalant à cinq points supplémentaires sur la « grille fonderies » et l'amélioration de leurs conditions de travail par le principe

d'un remplaçant pour quatre travailleurs. Conditions de travail ? Dans cet atelier : cadences, encombrement des ateliers, brimades, accidents du travail (1 mort il y a 3 semaines). La direction tergiverse et refuse de payer. Cette grève pourrait s'étendre dans d'autres ateliers.

grands magasins ah !... les petites femmes de Parly !

Parly 2, vous connaissez ? Le centre commercial le plus luxueux d'Europe, le plus fort chiffre d'affaires au mètre carré, les commerces les plus prestigieux : Dior, Le Nôtre, Lancel... et, depuis le 5 mars, la première grève de longue durée dans un centre commercial.

Elles ne sont pourtant pas exigeantes, « les filles de Prisu » : elles demandent seulement que le salaire minimum soit fixé à 1 700 F (au lieu de 1 396 F actuellement), que les effectifs soient augmentés et que la prime de fin d'année — qui fait office de prime antigrève — soit transformée en véritable treizième mois.

Le feu aux poudres

Outre la faiblesse des salaires (une « vendeuse technique très qualifiée » responsable de rayon gagne 1 750 F par mois), les raisons de mécontentement ne manquent pas. Depuis le 15 janvier, les rayons d'alimentation doivent être mis en place en une demi-heure, au lieu d'une heure auparavant. Depuis novembre 1975, le nombre de manutentionnaires est tombé de cinq à trois. La suppression des heures supplémentaires a mis le feu aux poudres.

Les sections syndicales CGT et CFDT qui, tout au long du conflit, ont montré une belle unité, proposent une grève d'une journée le vendredi 5 mars. Mais le lendemain, les travailleurs (des femmes à 90 %) décident la poursuite de la grève à la quasi-unanimité, en dehors des cadres, et exigent l'ouverture de négociations. Il faudra huit jours de démarches auprès de la direction du magasin et de l'inspection du travail pour que le patron avance ses premières propositions : deux primes annuelles de 150 F et l'ouverture de négociations sur les salaires « en 1977 ».

Des actions plus musclées

Jugeant ces propositions dérisoires, les « filles de Prisu » passent à des formes d'action plus musclées : elles entament leur treizième jour de grève par un grand défilé — qui fait sensation — à travers tout le centre commercial et, le lendemain, accueillent une délégation de « managers » américains, venus découvrir le succès de la réussite commerciale de Parly 2, par des panneaux rédigés en anglais où elles expliquent les objectifs de leur lutte. Ces démonstrations « peu convenables » commencent à rendre la directrice plus compréhensive : la prime passe à 50 F par mois et l'ouverture des négociations est avancée au 20 avril. Les syndicats proposent la suspension provisoire de la grève et la poursuite du mouvement sous d'autres formes mais, à bulletin secret, les « Prisu » votent la continuation de la grève.

Elles font preuve de la même obstination pour faire « bouger » les autres magasins du groupe Printemps-Prisunic. Mais, si les Prisunic de Saint-Ouen et des Champs-Élysées — les deux seuls en région parisienne, outre Parly 2, où la CFDT soit représentée — se mettent en grève plusieurs jours, ailleurs, elles ne provoquent que quelques débrayages de solidarité. La fédération CGT du commerce — par ailleurs mobilisée par son congrès — estime que la situation n'est pas mûre et qu'il faut attendre la fin du mois d'avril pour engager des actions globales.

La solidarité se développe sur tous les fronts — partis, syndicats, associations (Vie nouvelle, APF, Fédération Corneq) — mais un peu en ordre dispersé, le PCF ayant refusé la création d'un comité de soutien, proposée par les sections PSU et PS du Chesnay. Un grand gala de solidarité sera néanmoins organisé en commun par les partis politiques et les syndicats le 24 avril.

Le 29 mars, les grévistes ont gagné la première manche : les salaires de Parly sont augmentés de 80 à 120 F à compter du 1er avril, sans préjudice des négociations qui s'ouvriront le 28 avril pour tous les Prisunic de la région parisienne. La suspension de la grève a été votée à l'unanimité.

Section PSU du Chesnay ■

Euromarché : Passer à la caisse

Depuis le 18 mars, le personnel de plusieurs Euromarché de la région parisienne (St-Michel-sur-Orge, Athis, Flins, Stains, Sevrans, La Villette, Auteuil) est en grève. La direction refuse l'ouverture de véritables négociations sur les salaires, les effectifs, les conditions de travail. Actuellement, une employée « libre service » (coefficient 108) gagne net par mois 1596 F 67, ce qui avoisine le SMIC. Le personnel demande donc un salaire minimum net de 1 900 F, compte tenu de l'augmentation du coût de la vie. Le nombre des caisses a augmenté, mais sans accroissement des effectifs. Le personnel, en revanche, est en constante diminution : les départs ne sont pas renouvelés. D'où de longues files d'attente pour la clientèle et, pour le personnel, des conditions de travail particulièrement mauvaises, ayant déjà entraîné des accidents.

Malgré les soi-disant difficultés financières du groupe Euromarché, celui-ci multiplie régulièrement ses bénéfices : 9 milliards de francs de chiffre d'affaires déclaré pour un gain avoué de 30 %. Leurs grandes surfaces s'accroissent de plusieurs unités par an en France, et prochainement au Brésil et en Espagne. Ce qui prouve un accroissement considérable des profits des actionnaires, au détriment des consommateurs et des travailleurs d'Euromarché. La grève est largement suivie par le personnel — CFDT, CGT, CFTC — qui demande l'ouverture de négociations sérieuses.

SONACOTRA

trois mois de lutte

Malgré les menaces de tous ordres, des milliers de travailleurs immigrés refusent encore aujourd'hui de payer leur loyer à la Sonacotra. Pourtant, cette dernière, ainsi que le ministre de tutelle, Dijoud, espèrent bien réduire la grève par le biais du renouvellement des papiers (nécessité de quittance de loyer).

La coordination nationale — appuyée surtout sur la région parisienne — tente de maintenir l'unité de la lutte. Des délégués de foyers

« signent » en effet des conventions, puis ils sont souvent désavoués dans les assemblées générales de base.

Peu à peu cependant, autour des foyers en lutte, s'organise un soutien efficace. Ce sont tantôt des cartels, tantôt des comités d'adhérents. Des unions locales CFDT, des sections locales du MRAP, des comités unitaires, etc., participent à l'action de ces comités qui tentent de se coordonner eux-mêmes.



Une cassette pour les immigrés

Réalisé en collaboration avec Le Cri des Murs, le second numéro du magazine sonore d'expression arabe et d'information Ici radio Assifa est paru. Présenté sous forme de cassette, on y trouvera : un dossier sur les grèves de loyer à la Sonacotra ; un entretien avec le Front Polisario ; une interview d'un dirigeant des mouvements israéliens anti-

sionistes, Ilan Halévi ; des chansons d'enfants de camps palestiniens, de l'égyptien Cheik-Iman et des réfugiés sahraouis.

Pour se la procurer et la faire connaître : IM. Media — BP 8 — 75521 — Paris Cedex 11 — Tel : 770 89 20 ou 770 91 20. Prix de la cassette : 25 F ; les 3 numéros-cassettes 60 F.

au sommaire de critique socialiste

n° 24

- Problèmes de la révolution en Occident - Rossana Rossanda.
- Le XXII^e congrès du PCF - Victor Fay.
- L'autogestion en Yougoslavie : table ronde.
- La révolution péruvienne - interview d'H. Bejar par Maurice Najman.
- Algérie 75 - San Gile
- Liban : les raisons d'une guerre civile - Jean Jullien.
- URSS : comment amorcer le dégel - Yvan Craipeau.

Le numéro 12 F en vente et commandes : Librairie Syros - 9, rue Borromée Paris 75015 - CCP 19706 28 Paris.

abonnements 6 numéros France 50 F - Etranger 70 F

REVALORISATION DU TRAVAIL

Le rapport Giraudet sur la revalorisation des rémunérations des travailleurs manuels, qui vient d'être déposé à Matignon, insiste sur la nécessité d'une action gouvernementale, car le « jeu des forces en présence » n'est pas suffisant pour corriger « rapidement et complètement les inégalités ».

C'est une manière à peine détournée de dire que « tout ça », ça fait de belles affiches démagogiques, ça justifie les discours démagogiques de Giscard, mais que dans les faits peu de choses changeront.

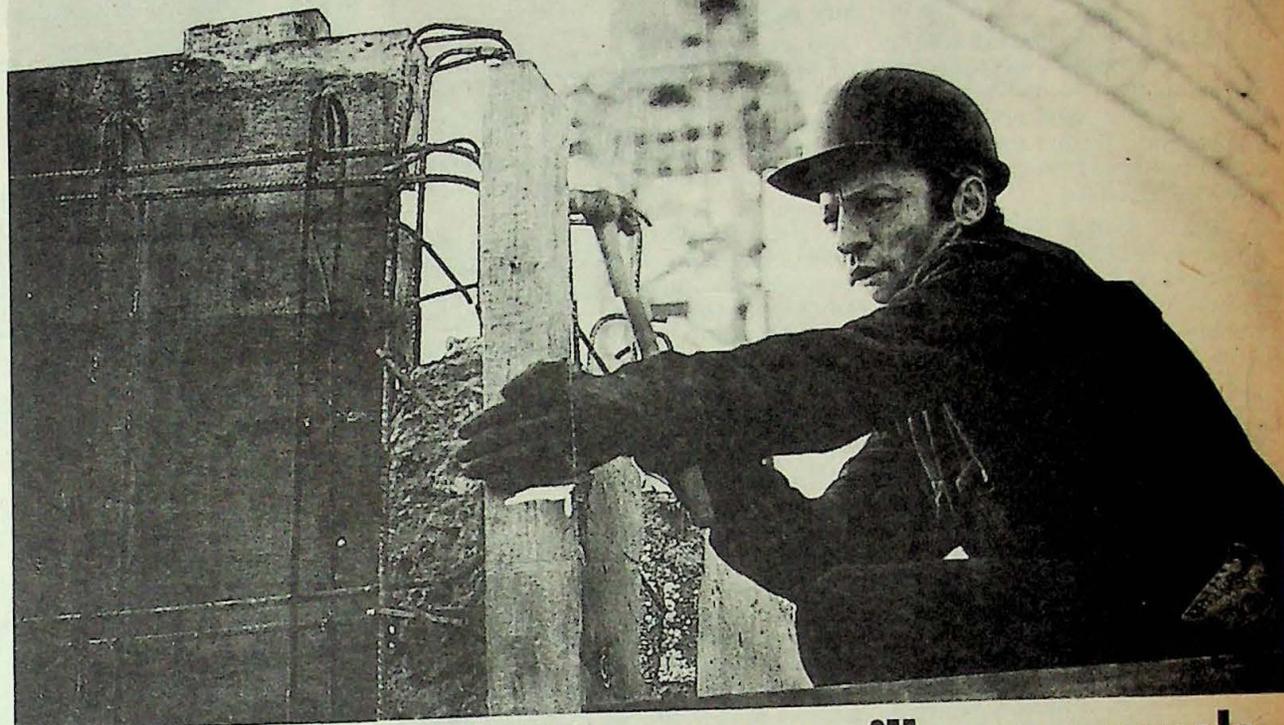
En effet, les moyens d'action de l'Etat en la matière sont très limités. Il y a bien Stoléro et son agence pour la revalorisation du travail manuel. Mais son budget est dérisoire. Or, les branches où il importe de revaloriser les salaires sont justement celles où le coût de la main-d'œuvre par rapport au capital fixe est le plus élevé. C'est notamment le cas du textile, dont le patronat ne réagit pas du tout en augmentant les salaires, mais en recherchant ailleurs une main-d'œuvre bon marché.

Imagine-t-on que les discours racistes de Chirac sur la nécessité d'encourager des Français à occuper les emplois exercés jusqu'à présent par des immigrés puissent convaincre des capitalistes pour qui un coût le plus faible possible de la main-d'œuvre est un objectif essentiel ?

Imagine-t-on que M. Marchelli, responsable des cadres CGC de la métallurgie, qui vient de dénoncer ces mesures parce qu'il sent que les privilèges de la hiérarchie peuvent être implicitement remis en cause, va accepter des mesures réelles ?

Non, cette campagne sur la revalorisation du travail manuel ne va rien changer. L'exploitation des travailleurs, immigrés ou non, est une nécessité pour la survie du système. On ne la changera pas grâce à quelques augmentations de salaire, ou quelques « larmettes » sur la pénibilité du travail manuel. L'affaire Chapon-Charette, les agressions systématiquement tolérées contre le droit syndical ont révélé à quel point la classe bourgeoise tenait à sa légalité, à ses droits, c'est-à-dire au droit d'exploiter en toute liberté. Les sornettes réformistes ne touchent que des secteurs limités quand s'impose la réalité de la lutte des classes. Y.S. ■

Celui qui bâtit de ses mains est lui aussi un "bâtitteur." Un vrai.



Maintenant, priorité aux travailleurs manuels.

CAMPAGNE NATIONALE POUR LA REVALORISATION DU TRAVAIL MANUEL

de la démagogie à l'insulte

Vanter les charmes du travail en usine sur les murs des villes et les écrans de télévision, quand plus d'un million de travailleurs sont en chômage complet, quand des centaines de milliers d'autres voient leur rémunération amputée par le chômage partiel, quand les cadences s'accroissent sans cesse, quand les accidents du travail se multiplient, ça n'est plus de la démagogie. C'est tenter, en insultant les travailleurs, de les atteindre et de les ébranler dans leur dignité et leur résistance collective. Que Stoléro, l'artisan de cette opération, soit sincère ou machiavélique, naïf ou insolent, ne change rien à l'affaire.

○ Mais Stoléro et ses compères auraient tort de prendre les travailleurs pour des imbéciles. Le développement des luttes, la montée du mécontentement populaire dont les cantonales n'étaient qu'un indice, devraient les inciter à éviter les provocations de cette taille. D'autant que ce gouvernement s'avère incapable de proposer la moindre amélioration susceptible de donner quelque crédibilité à ses déclarations.

« Revaloriser le travail manuel », ça pourrait être, en premier lieu, augmenter les salaires. Précisément, la commission Giraudet, chargée en octobre dernier d'étudier le problème des rémunérations des travailleurs manuels, vient de remettre son rapport à Chirac : c'est un constat d'impuissance. Impossible,

dit-il, d'augmenter les salaires, sans multiplier les faillites, sans accélérer l'inflation. Conclusion : les propositions « généreuses » concernant la grille unique ou la réduction de la part variable dans les salaires au rendement ne risquent pas de se traduire par de bien grandes améliorations pour les travailleurs.

« Revaloriser le travail manuel », ça pourrait être aussi améliorer un peu les conditions de travail. Mais quand les syndicats demandent le retour aux quarante heures, revendication modeste satisfaite en théorie il y a quarante ans, quand ils demandent la réduction des heures supplémentaires et leur récupération totale en repos compensateur, le gouvernement répond qu'il est

impossible de récupérer au-delà de 10 % des heures supplémentaires. Quand les travailleurs s'opposent au travail posté, on leur répond par de vagues propositions d'augmentation du nombre des repos hebdomadaires.

« Revaloriser le travail manuel », ça pourrait être lutter contre les accidents du travail. Mais quand Durafour présente des mesures, on comprend vite qu'il s'agit surtout d'éviter que les patrons risquent de se retrouver en prison.

« Revaloriser le travail manuel », ça pourrait être plus de liberté dans les usines. Mais le projet de loi sur « les libertés », préparé par Foyer et consorts, vise surtout à contester le droit syndical dans l'entreprise. Mais Giraudet, sous prétexte de réduire les accidents de trajet, nous propose de faire contrôler les sorties et les entrées d'usines par la police.

Voilà la réalité que vivent les travailleurs. Il faudra encore beaucoup de belles images pour la faire oublier.

François DALBERT ■

TRAVAIL MANUEL : LE BLUFF

● Les nouvelles formes d'organisation du travail

« Discerner rapidement, au-delà des appellations frauduleuses, les opérations-bluff, uniquement de prestige ou de relations publiques, qui se contentent, sous les apparences novatrices, de reprendre (ou d'aggraver) les pratiques tayloriennes classiques. » C'est en partie ce qu'ont voulu faire les différents rédacteurs qui ont rédigé le numéro de janvier / mars de la revue **Sociologie du Travail** (éditions du Seuil).

Les nouvelles formes d'organisation du travail sont aujourd'hui au milieu des débats entre les différentes composantes du patronat international. Les pays sociaux-démocrates de l'Europe du Nord ont pris une certaine avance sur ce plan. Cela veut dire que, sous une direction alternative réformiste (PS, PC), la bourgeoisie française accélérera sa prise de conscience de l'intérêt qu'elle a à s'engager résolument dans les domaines tels que : rotation, élargissement, enrichissement des tâches, équipes autonomes.

Intéressante aussi est la partie de l'étude réservée au comportement des syndicats dans cette affaire. Ceux-ci sont-ils conduits à se dépasser, comme il est dit ? Jusqu'à y trouver de nouvelles raisons de se mobiliser et de mobiliser ? On pourrait en dire autant des réactions corporatistes enregistrées auprès des cadres, techniciens, ingénieurs.

L'enquête, menée sur le tas, constitue une source d'informations précieuse. A chacun de tirer des enseignements qui peuvent diverger. Par exemple, il est souvent question « d'autonomie ouvrière » du seul point de vue technique. Or, d'un point de vue politique, il s'agit de bien autre chose.

M.C. ■

● La mort en cette usine...

Les 1^{er} et 2 février derniers, s'est tenu à Grenoble un colloque sur les accidents du travail. Après l'aspect spectaculaire qu'a revêtu ce problème, ces derniers mois, à travers la mise en cause par le Syndicat de la magistrature de l'irresponsabilité pénale des patrons, il s'agissait de définir des principes.

D'abord quelques rappels : en 1973, il y a eu 1 137 804 accidents du travail. 115 601 blessés graves (incapacité permanente) et 2 246 morts. vice ? Fatalité ? Tare ? Pour les leurs et leurs organisations syndicales, la cause est entendue : le capitalisme est au banc des accusés. Telle a été la conclusion de ce colloque de Grenoble organisé à l'initiative de la CGT, de la CFDT et d'universitaires grenoblois. Mentionnons trois dossiers parus dans **Syndicalisme Hebdo** CFDT du 26 février, du 4 mars et du 18 mars 1976. Par ailleurs, la CGT publiera prochainement un document sur ce même colloque.

Bilan social de l'entreprise

l'astuce

Il est de nouveau question, ces temps-ci, du « **bilan social de l'entreprise** ». L'idée figurait déjà dans le rapport Sudreau. Il s'agit d'établir chaque année, à l'instar du bilan comptable, un bilan indiquant comment a évolué l'entreprise dans ses rapports avec ses travailleurs ainsi qu'avec l'environnement, du consommateur à la lutte antipollution.

L'idée, apparemment nouvelle en France, est largement diffusée aux Etats-Unis. On en trouve des traces importantes en RFA et dans les pays nordiques. C'est assez dire qu'elle n'est guère subversive pour qui accepte, dans le patronat, de jouer le jeu du modernisme, un jeu de plus en plus rentable.

Un tel bilan pourrait avoir, d'après ses « penseurs » (institut de recherche patronal, agence pour l'amélioration des conditions de travail, universitaires, sociologues etc.), une colonne « actif » (les « **satisfactions** ») et une colonne « passif » (les « **tensions** »). La balance indiquerait l'évolution en mieux ou en pire des rapports sociaux. Reste à définir les critères, les rations (comme on dit en comptabilité), les indicateurs sociaux en somme.

C'est là-dessus que l'affaire va probablement accrocher, chaque patron ayant intérêt à rendre le plus inoffensif possible les points de repère. Le patronat se battra probablement aussi pour que ces derniers ne soient que le constat d'application des lois sociales votées et bafouées quotidiennement. Si, déjà, ce bilan social pouvait en effet marquer les lacunes volontaires et être opposable en justice aux patrons, ce serait un petit résultat. Mais, en prétendant aller plus loin, on ira en fait moins loin. Il ne serait question de prendre en compte que ce qui va au-delà — et dans un sens plutôt qualitatif — des obligations légales. Il fallait y penser : l'astuce est habile.

Plus inquiétant est le fondement idéologique de l'affaire. En un temps où le principe de la « libre » entreprise est battu en brèche par les luttes des travailleurs et est remis en cause, y compris dans les appareils d'Etat (patrons en prison), il était important pour ses défenseurs de réagir vigoureusement et de se donner une nouvelle pureté.

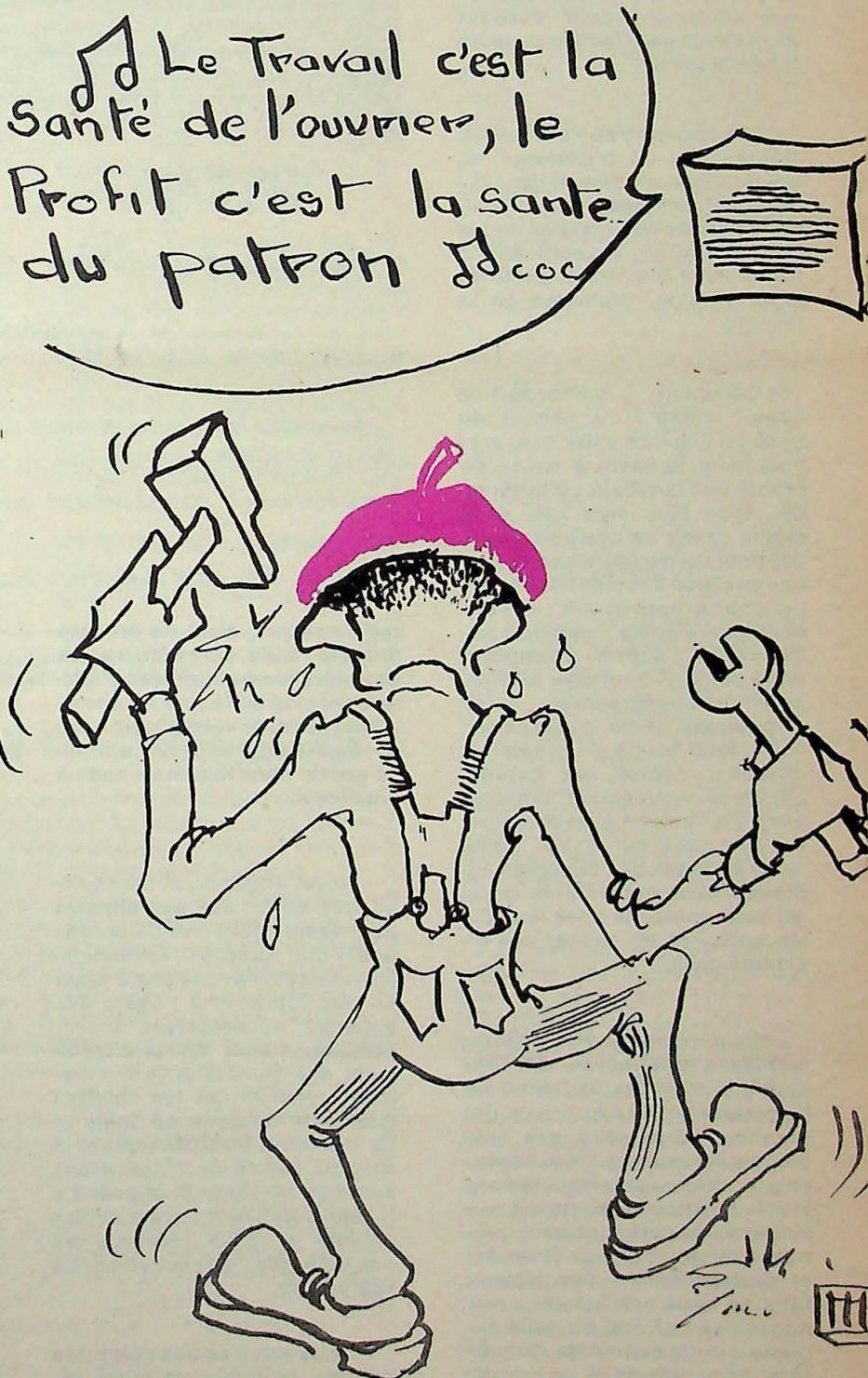
Faire de l'entreprise la cellule de base de la société, la famille posant trop de problèmes, tel est

bien l'objectif de la société capitaliste moderne en France. Cela permet aussi de faire coup double en détruisant, un peu plus, toute idée de planification, évidemment contradictoire avec la vocation sociale tout azimut des entreprises capitalistes.

L'affaire sur ce plan là est particulièrement grave : en mettant en première ligne cette vocation

sociale de l'entreprise capitaliste, la bourgeoisie fait un pas vers le corporatisme. Contre le mouvement ouvrier et populaire, social et politique, l'attaque est subtile. Il y faudra une réponse qui, sans rejeter le bénéfice possible d'un plus grand respect des lois sociales, condamne sans appel l'idéologie qui sous-tend ce projet.

Michel CAMOUIS ■



Un appel des sous-officiers engagés

« tous les engagés ne sont pas des crevures »

Ras l'calot, bulletin des comités de soldats de Mérignac, et Antidote ou les bigoudis enragés, bulletin des comités de Souges, publient dans un numéro commun un important appel de sous-officiers de la base aérienne ID 6 de Mérignac. C'est une manifestation de plus du mouvement démocratique en gestation d'officiers et de sous-officiers.

Dans le journal, l'union départementale CFDT de Gironde publie un communiqué où elle réaffirme sa volonté de mettre son matériel à la disposition des soldats et de soutenir leur mouvement.

« Nous avons conscience des problèmes qui se posent aux appelés. Pourquoi des comités de soldats ? Après l'Appel des cent et les manifestations de Draguignan et Karlsruhe, la lutte pour leur droit de se réunir, de s'associer, de s'exprimer, nous semble tout à fait légitime. Il est révoltant de voir que les soldats ne peuvent même pas s'exprimer librement pour essayer d'obtenir la satisfaction de leurs revendications.

» Les engagés se heurtent au même type de problèmes et, même, risquent davantage, s'ils prennent des positions solidaires de celles des appelés ou sur leurs propres revendications (répression plus forte, perte de la profession, problème de la famille).

» Comment s'engage-t-on dans l'armée ? La plupart du temps à l'âge de seize ans, pratiquement toujours à cause de problèmes familiaux ou sociaux. On signe pour sept ans, sans même savoir ce que peut signifier pour un garçon de seize ans une décision aussi déterminante pour son propre avenir ; une décision qui signifie « servir sa patrie contre l'ennemi étranger », mais aussi et peut-être surtout, servir le gouvernement, servir sa politique, servir la répression (DOT, lutte contre l'« ennemi intérieur », contre les grèves, contre le mouvement syndical, etc.). On cherche à nous couper radicalement de la vie civile. Nous passons des diplômes militaires sans équivalents civils, on nous empêche dans les écoles militaires de passer des diplômes civils.

» Nous sommes victimes de mutations fréquentes, qui tendent à couper les militaires de l'extérieur et à isoler ceux qui prennent conscience des problèmes et résistent. On veut provoquer chez nous la trouille de la vie civile qu'on présente comme pleine d'insécurité, comme inférieure du point de vue financier et professionnel... On prétend faire de nous des hommes responsables ; en fait, on nous apprend l'irresponsabilité (hiérarchie, structure dans le travail). Notre premier acte d'hommes

neut également. Nous réclamons le droit de résilier notre contrat d'engagement à tout moment. Nous réclamons le droit de nous exprimer librement, de nous réunir, de nous associer afin d'obtenir la satisfaction de nos revendications. Nous réclamons la levée immé-

RAS L'CALOT

journal des comités de
Mérignac

ANTI DOTE ou Les

BIGOUIS' ENRAGES'
journal des comités de
Souges.

NOS DERNIERS TRACTS DATENT DE DECEMBRE. LA S.M. A PEUT ETRE PENSE QUE NOS COMITES S'ETAIENT DESAGREGES, QU'ELLE SE DETROMPE, ILS NE SE SONT JAMAIS AUSSI BIEN PORTE: NOUS SOMES PLUS NOMBREUX, MEUX ORGANISES, ET CONTINUONS A AVOIR DES CONTACTS ET RECEVOIR DE L'AIDE DE LA C.F.D.T. (U.D. DE BORDEAUX).

CERTAINS SE DEMANDENT POURQUOI NOUS SOMES CI ANDESTINS. DISONS LE CLAIEMENT CE

responsables, c'est de prendre la quille ! Mais, après être restés plusieurs années (années d'adolescence) avec le peu de possibilités de reconversion que nous avons, il est difficile de sortir de ce ghetto dans lequel on nous a enfermés.

diates des inculpations qui frappent les soldats luttant pour leurs droits et ceux qui les soutiennent. »

Quelques sous-officiers engagés de la BA 106 de Mérignac ■

» Nous, engagés, sommes solidaires de la lutte des appelés pour leurs droits ; nous luttons pour nos propres revendications ; nous n'avons pas à jouer un rôle répressif à l'égard des appelés. Actuellement, la répression s'abat sur le mouvement des soldats et le mouvement syndical qui les soutient (plusieurs dizaines de civils et de militaires inculpés devant la cour de sûreté de l'Etat). Nous sommes résolument opposés à la répression du mouvement des soldats et nous refusons de nous faire les complices de cette répression.

» Nous sommes aux côtés des appelés et appuyons leurs revendications qui nous concer-

Semaine d'action du 5 au 10 avril

Le Livre noir de la répression dans les casernes est sorti. Des dizaines de cas, cachés ou oubliés, y sont révélés. Sur la base de ce document, des délégations massives s'organiseront pour aller demander des comptes devant les casernes. En même temps, les comités locaux se prépareront à « accueillir » les nouveaux soldats incorporés cette semaine-là. Un tract leur sera diffusé massivement et publiquement.

On peut se procurer le Livre noir et le tract en écrivant au Comité national pour la libération des militants et soldats emprisonnés (Politique-Hebdo, 14/16, rue des Petits-Hôtels - Paris, 75010).

Bernard Rémy kidnappé

Le mercredi 31 mars au matin, une centaine de personnes (dont un représentant du PCF) attendaient B. Rémy devant la prison de Metz-Barres. Philippe Ivernel, dans TS du 20 mars, évoquait déjà de la détermination de tous à ne pas laisser les TPFA juger de nouveau Bernard Rémy, après l'avoir provoqué à un nouveau refus d'obéissance.

Or, cette inquiétude était loin d'être sans fondement car les manifestants apprenaient que B. Rémy ne serait pas libéré. On l'avait évacué par une petite porte, à la dérobee, et expédié dans une caserne de Montigny, près de Metz. Le colonel du coin ne sait pas quoi en faire ; le dossier de notre camarade se trouve toujours à Bordeaux.

La lutte n'est donc pas finie. Un comité de soutien s'est constitué à l'initiative du PSU local. C'est le moment d'exprimer notre solidarité à B. Rémy, et notre refus de l'arbitraire militaire en expédiant par milliers des lettres adressées à B. Rémy, quartier Lizé, Montigny, Moselle.

« Libérons les libérables »

Un autre condamné à un an de prison, Jean-Louis Soulié, sera libéré le 10 avril prochain, à 9 h. de la prison de Metz. Il s'agira d'éviter, encore une fois, que, comme Bruno Simon, Jean-Louis Soulié soit repris par les militaires, reconduit dans une caserne et provoqué au délit de désobéissance, ce qui permettrait au TPFA de le juger et de le condamner de nouveau à un an de prison, comme le souhaitent les militaires.

La mort d'un para

Dans la nuit du 23 mars, un jeune appelé parachutiste originaire de La Ciotat, J.P. Philippe, décédait à la suite d'une crise d'épilepsie à l'infirmerie du 6e RPA Ma à Mont-de-Marsan. Il avait été enfermé dans une camisole de force.

Ce drame ne serait qu'un fait divers s'il n'était imputable, aux dires de tous ses camarades, au traumatisme psychologique et à la tension nerveuse consécutifs à l'accumulation de quatre mois de classes intensives et d'une manœuvre de trois semaines au camp de Caylus qui s'est traduite par des affrontements hyperviolents avec des éléments de la Légion étrangère, ainsi qu'au sentiment de ras le bol provoqué par les innombrables brimades dont se rendent très habituellement coupables des cadres de la com-

pagnie d'appui et de sa section Mortier. Jean-Paul était rentré de permission début février et n'aurait pu repartir que mi-avril après une autre manœuvre en Corse.

Le commandant du 6e RPI Ma a voulu désamorcer l'indignation qui commençait à s'exprimer en demandant une enquête de la gendarmerie ; en fait, c'est la Sécurité militaire qui est venue s'inquiéter des retombées du drame sur le moral !

Les autorités militaires, en faisant le mur du silence une nouvelle fois, cherchent à taire le sort qu'elles réservent à leurs « troupes d'élite et de choc ».

Un groupe de paras du 6e RPI Ma ■

Marcuse et le mouvement des femmes

Des trois conférences de Marcuse, publiées dans un recueil, je n'ai lu que celle intitulée **Marxisme et féminisme** (1). Quelques réflexions à ce propos, plutôt qu'un résumé de l'essai de ce grand homme.

D'abord, Marcuse tenant une conférence sur **Marxisme et féminisme**, voilà qui intrigue. Il faut, bien sûr, resituer cette conférence dans le climat politique des USA où la lutte des femmes existe et se développe depuis de nombreuses années.

Pour qu'un grand homme ne dise pas trop de bêtises ! Eh bien non, ce que dit Marcuse est clair et honnête, peut-être incomplet, mais clair. Il ne s'agit pas d'une pure production de son esprit génial, mais du résultat de nombreux débats : « Les réflexions qui suivent sont le fruit de discussions après et souvent passionnées avec des femmes. Leur formulation a été maintes fois mise et remise sur le métier. Au cours de ces échanges, ma conviction s'est fortifiée que le mouvement des femmes... est un des mouvements politiques les plus importants de notre époque... »

Non pas que l'avis de Marcuse sur la lutte des femmes pour leur émancipation soit indispensable, mais de la même manière que l'on demande le soutien de personnalités pour des campagnes de pression, de la même manière le soutien d'un homme comme Marcuse n'est pas négligeable...

D.L. ■

(1) Actuel — Trois conférences d'Herbert Marcuse : **Echec de la nouvelle gauche ; Marxisme et féminisme ; Théorie et pratique**. 103 pages : 19 F (éditions Galilée).



Le 18 mars dernier, journée nationale de grève dans les crèches, le personnel (des crèches) manifestait devant le ministère de la Santé. Venues de toute la France à l'appel de l'intersyndicale, elles revendiquent un statut professionnel ; elles refusent la circulaire Veil qui prévoit la mensualisation du paiement des crèches (d'où, paiement des journées de maladie) et qui prévoit dans la capacité d'accueil un volant de 5 % de maladie, d'où-surcharge probable des crèches. Enfin, elles mettent en cause la nature actuelle des crèches, qui sont des garderies et non des lieux d'épanouissement d'enfants. Seule, une prise en charge collective de cette lutte avec parents et personnel pourra porter ses fruits.

Pourquoi lutter pour des crèches ?

Tout d'abord, parce que c'est un équipement élémentaire qui doit être mis au service de la population dans chaque quartier, au même titre que les écoles.

Une comparaison toute simple entre le nombre d'écoles maternelles dans le 15^e arrondissement de Paris montre qu'il y a huit crèches pour dix-neuf maternelles, c'est-à-dire qu'un sixième des enfants des écoles maternelles auront pu aller à la crèche avant. Or, ce n'est pas parce que un enfant n'a pas encore atteint

trois ans que ses parents n'ont pas besoin de travailler !

L'Etat se préoccupe peu de cette situation, beaucoup plus de ses finances... Les circulaires de Simone Veil ont nettement tendance à recommander des crèches au rabais (garde d'enfants chez des nourrices, « mini-crèches ») qui sont de simples garderies sans grande stimulation pour les enfants, sans suivi médical suffisant, et souvent fort chères.

Ceci ne veut pas dire que les crèches sont une panacée, et une lutte pour un nombre suffisant de

crèches ne peut se passer d'une lutte pour la qualité du service rendu.

— Pourquoi les crèches ne seraient-elles pas gratuites comme les écoles ?

— Est-ce vraiment si dangereux de garder un enfant malade en l'isolant des autres plutôt que de le renvoyer chez lui dès qu'il a 38° ?

— Serait-ce très compliqué d'adapter les horaires de chaque crèche à ceux des parents qui y laissent leurs enfants ?

Dans l'état actuel des choses, ce sont les femmes qui font évidemment les frais de ces insuffisances ; sur elles repose toute la charge des enfants, elles ne peuvent donc prétendre qu'à un travail sous-qualifié, à un salaire d'appoint ; aux hommes, les responsabilités !!! En-effet, ceux-ci n'« imposent » pas aux entreprises leurs congés de maternité, garde d'enfant malade etc.

C'est moins d'insuffisances qu'il faut parler que d'un système soigneusement entretenu pour maintenir la femme dans son rôle de mère et d'épouse : c'est là qu'on voit bien que la pénurie des crèches n'a pas seulement une cause économique mais aussi idéologique, de même que les solutions passant par le travail à mi-temps pour les femmes, le salaire familial pour la femme au foyer.

Ce n'est pas ce genre d'aménagement que revendiquent les femmes : elles ont droit à une activité professionnelle comme les hommes, de même que l'enfant a droit à la présence de son père comme de sa mère. Cela suppose des congés-maternité et de maladie (quand un enfant est malade) indifféremment pour le père et pour la mère, des services collectifs suffisants (crèches, maisons de l'enfance, services d'entretien, restaurants). Il est évident que ces services ne sauraient être pleinement satisfaisants hors de la prise en charge par des collectifs de base et de la présence aussi bien d'hommes que de femmes.

Juliette ■

Un film Maso et Miso vont en bateau

L'émission de télévision douteuse **Encore un jour et l'année de la femme est finie, ouf !** a été filmée par quatre femmes du mouvement des femmes. Détournée, analysée et commentée, elle est devenue montage vidéo : **Maso et Miso vont en bateau**.

La masochiste, c'est Françoise Giroud qui participe à une telle émission et qui ne dira même pas ouf ! à la fin.

La mysogine, c'est encore Giroud ; rien de ce qu'elle dit des femmes n'exprime le moindre esprit de solidarité. Les femmes et la secrétaire d'Etat à la Condition féminine sont deux choses bien différentes. Françoise Giroud parle à leur place, c'est tout.

Pour se procurer le film : « Mon œil » 20, rue d'Alembert 75014 - Paris - Tél. : 331.69.00.

Elèves pegc en lutte

Les chômeurs de l'éducation

Le statut de PEGC a été jusqu'à présent la promotion des instituteurs, leur voie d'accès à l'enseignement secondaire. La formation se fait en trois ans en école normale. Les PEGC enseignent deux matières en CES, 21 heures de cours, soit plus qu'un certifié pour un salaire inférieur.

Depuis deux ans environ, les maîtres auxiliaires, ainsi que les étudiants, ont accès à cette formation rémunérée qui leur assurait au moins la sécurité de l'emploi. Mais la situation a bien changé : prétextant cet afflux soudain (qu'ils ont assumé lors du concours d'entrée), les administrateurs et certains directeurs d'études opèrent une sélection féroce à l'examen théorique de fin de seconde année (CAPEG). 40 % d'échec en anglais, 60 % en allemand, 70 % en espagnol. Quelle formation reçoivent donc les élèves pour qu'on en arrive à un tel taux d'échec ? Contribuable, on gaspille ton argent !

Pour justifier cette sélection, certains, dont le SNI (1), invoquent l'intégration par le rang des maîtres auxiliaires en exercice aux postes de PEGC.

Or cette intégration ne concerne qu'un nombre encore infime de maîtres auxiliaires.

On exige d'autre part des élèves PEGC la maîtrise de deux matières, pendant que les intégrables ne subiront au pire qu'un petit entretien. Une contradiction de plus au passif de l'Education... Les élèves PEGC ne s'y arrêteront pas. Ils refusent le chômage pour tous les maîtres en formation de l'Education, pour tous les auxiliaires de la fonction publique.

AG nationale PEGC le samedi 10 avril à Jussieu : 14 heures.

(1) SNI : Syndicat national des instituteurs.

Et l'armée franquiste ?

La formation d'un organisme unitaire rassemblant les principales forces syndicales et politiques de la gauche et l'arrestation de cinq personnalités importantes caractérisent une nouvelle étape vers la rupture inévitable avec les institutions franquistes.

L'arrestation de M. Camacho symbolise bien l'ennemi principal du pouvoir : les commissions ouvrières. C'est l'action ouvrière de ces dernières semaines qui a imposé l'accord unitaire de la gauche et qui a réduit à néant les manœuvres divisionnistes qui pouvaient s'esquisser çà et là. L'exigence unitaire du mouvement ouvrier en Espagne passe, à la fois, par l'unité d'action

au niveau syndical et par la conscience que la construction d'un syndicat unitaire de classe nécessite la rupture politique avec le régime et les institutions franquistes.

Dans ce contexte, la lutte contre l'appareil militaire fasciste, caractérisée aujourd'hui par l'existence de l'UMD et des comités de soldats, prend toute son importance. TS a interviewé, à son retour d'Espagne, Jacques Miller qui dirigeait une délégation d'Information pour les droits des soldats (IDS) venue apporter le soutien des soldats français à leurs camarades espagnols.

TS : Depuis la mort de Franco, y a-t-il eu des changements de la vie à l'intérieur des casernes ?

Jacques Miller : Ce n'est réellement que depuis six mois que se sont développées les premières formes d'organisation dans l'armée. La mort de Franco elle-même a parfois provoqué des réactions : dans une caserne, des bagarres ont éclaté entre la police militaire et les soldats qui refusaient d'être consignés le jour de ses funérailles.

Bien évidemment, le travail des comités se développe dans des conditions assez difficiles. Les soldats des comités restaient auparavant liés aux différentes organisations locales où ils militaient dans le civil (comités de quartiers, etc.). Mais, très récemment, la hiérarchie a pris la décision d'affecter systématiquement les appelés dans des régions différentes de celles où ils résident habituellement, afin de couper les liens qui pouvaient exister entre les soldats et les organisations locales.

Malgré ces difficultés, il existe aujourd'hui, à Madrid et à Burgos essentiellement, plusieurs coordinations de comités de soldats qui rassemblent quelques centaines de soldats. Des bulletins ont été publiés et distribués dans les casernes. A Madrid, les coordinations ont publié un journal (El Soldado).

Les comités essaient aujourd'hui de partir des revendications les plus concrètes (hygiène, nourriture, discipline, etc.) pour se développer comme de vraies organisations de masse, et dépasser leur caractère clandestin actuel. Dans certaines casernes, les militants apportent des livres et constituent des bi-

bliothèques pour lutter contre l'analphabétisme et, en même temps, créer des lieux de discussion. La plate-forme revendicative des comités est très proche de l'Appel des cent et est centrée sur les droits démocratiques à l'armée. Les soldats cherchent à se lier aux luttes actuelles des travailleurs espagnols, pour les droits démocratiques, l'amnistie, etc.

Pendant la grève du métro à Madrid, des comités ont fait des collectes dans les casernes : leur montant a été versé au comité de grève.

TS : Très récemment, s'est déroulé le procès des neuf officiers accusés de « sédition » pour leur appartenance à l'UMD (l'Union militaire démocratique). Les comités ont-ils des liens avec cette organisation ?

J.M. : Les comités n'ont pas de lien direct avec l'UMD. Les soldats appuient toutes les revendications et tout mouvement de caractère démocratique au sein de l'armée. Mais ils restent méfiants : l'UMD ne s'est prononcée que très récemment pour les droits démocratiques à l'armée. Les comités pensent qu'il est inutile d'escompter gagner l'ensemble des officiers à la lutte des soldats, c'est vrai. Mais je crois que l'on peut avoir un point de vue plus nuancé.

La crise qui se développe au sein de l'armée espagnole est sans doute assez profonde : le retrait précipité des troupes espagnoles du Sahara coïncide, à quelques mois près, avec les premières manifestations publiques de l'UMD. La crise s'est d'abord développée à partir du sentiment démocratique d'un certain nombre d'officiers et s'est exprimée à travers des revendications de ca-

ractère professionnel : très peu de divisions de l'armée espagnole atteignent, quant à l'armement, les normes de l'OTAN, ce qui nourrit le ressentiment d'un courant important d'officiers ; l'insuffisance de leur solde oblige la majorité d'entre eux à travailler en dehors de la caserne.

Les positions de l'UMD se sont en fait « gauchies » depuis : elle reste une organisation démocratique et nationaliste des officiers. Mais ses prises de position pour le démantèlement de l'appareil d'Etat fasciste sont maintenant très vigoureuses. Récemment, un document de l'UMD a circulé, appuyant les grévistes de Vittoria et condamnant les violences policières : c'est sans aucun doute un pas important.

Les postes, les chemins de fer, les polices municipales de Madrid et de Barcelone sont militarisés. Le pouvoir cherche à préserver la cohésion de son armée : le procès des neuf de l'UMD cherchait à faire jouer, chez la masse des officiers encore indécis, un réflexe de corps qui les range derrière la vieille garde franquiste. Le résultat ne semble pas avoir été obtenu et l'UMD aujourd'hui se développe.

TS : Quelles perspectives se donnent les comités ?

J.M. : Essentiellement consolider les liaisons et coordinations existantes, approfondir le travail de masse, développer les liens avec le mouvement ouvrier organisé. Dans le même temps, une question devient importante : la volonté des soldats d'apparaître de manière autonome. Il ne fait aucun doute que la crise de l'armée espagnole s'en trouverait brutalement accélérée. ■



mouvement des soldats appelés et engagés et le mouvement ouvrier s'est considérablement renforcée.

Depuis sa création, le mouvement des soldats s'est lié aux syndicats, aux conseils de délégués d'usine et aux comités de quartier. C'est ce qui explique sa permanence, et son caractère quasi public. Comme en France, ce mouvement s'organise sur des bases larges et démocratiques capables d'unifier les soldats et d'entraîner un large courant de cadres engagés.

Ceux-ci, partant de revendications plus professionnelles liées à la dégradation du pouvoir d'achat et à l'archaïsme de l'institution, se sont organisés de manière autonome mais en liaison avec les soldats du rang. Les soldats, d'ailleurs, le comprennent bien qui, à chaque moment, soutiennent et même aident matériellement les coordinations d'officiers et de sous-officiers. L'implantation des casernes autour des grandes villes, et donc le contact avec la réalité combative des travailleurs, explique aussi le dynamisme de ce mouvement.

Face aux revendications des soldats et des cadres, le ministre de la Défense a dû « avouer » : « Il y a des problèmes, c'est vrai, mais une organisation syndicale à l'armée est impossible. »

Mais l'autorité d'un ministre bourgeois n'a plus grand effet, aujourd'hui, en Italie.

Maurice NAJMAN ■

● ITALIE : l'armée, le pouvoir et les travailleurs

Grève générale, une sixième région (et pas la moindre, le Latium) qui passe à gauche, une pression grandissante des travailleurs pour « l'alternative de gauche » (PCI-PSI)... L'Italie s'enfoncé dans la crise. Et quand, dans une telle crise globale, l'armée elle-même est touchée, c'est qu'il s'agit de bien autre chose qu'une crise « de routine ». Le spectre de la révolution hante l'Italie.

5 000 soldats, et particulièrement des officiers et sous-officiers, ont donc défilé à Milan et dans d'autres villes à l'appel de la « Coordination démocratique des officiers et sous-officiers de l'armée de l'air ». Les manifestations, qui ont vu la participation de milliers de travailleurs (10 000 à Milan), étaient soutenues par les grandes centrales syndicales, et, malgré la défection à la dernière minute de la CGIL (compromis historique oblige !), l'unité organique entre le

La consécration d'un fascisme militaire.

Le coup d'Etat en Argentine, qui n'est une surprise pour personne, est la consécration du fascisme militaire comme seule réponse de la bourgeoisie et de l'impérialisme en Amérique latine.

Le triumvirat militaire des trois armes est le dernier recours de la bourgeoisie argentine pour trouver en son sein une plus grande cohésion, affronter la grave crise économique et tenter de reconduire, d'une certaine manière, « le pacte » avec l'appareil bureaucratique CGT. Mais, c'est là que le bât blesse, la situation est incertaine. La CGT, dont la décomposition est grande, ne contrôle plus l'ensemble du mouvement ouvrier et populaire, et, certains de ses cadres affrontent très directement la répression militaire.

L'ennemi n° 1

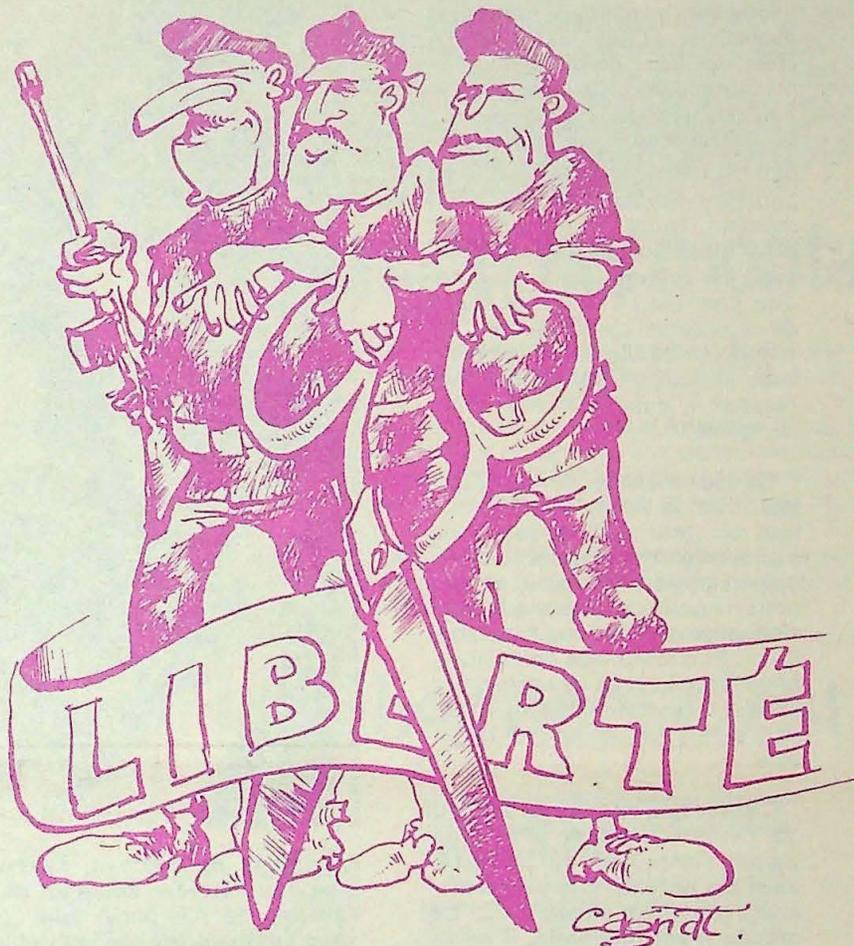
Mais l'ennemi numéro un du régime reste le mouvement ouvrier autonome et les milliers de travailleurs qui, depuis des années, luttent autant contre le système que contre l'appareil syndical. Les groupes et les partis révolutionnaires sont aussi leur cible prioritaire : déjà, plusieurs d'entre eux sont interdits, des militants emprisonnés. L'extrême gauche, bien que divisée, a une influence certaine, même au sein du mouvement péronniste, et est une alternative crédible. Le PC est faible.

Cette dictature est l'aboutissement d'une politique menée depuis déjà deux ans par le gouvernement civil d'Isabel Peron et dans lequel l'armée jouait un rôle prépondérant. Politique qui se situe dans un passé marqué par différentes dictatures militaires, du moins depuis 1966 (renversement de Frondizi) sinon depuis 1955 (renversement de Peron).

Coup d'Etat par mensualités

Ainsi, l'armée avait accompli une bonne partie du travail avant de reprendre officiellement le pouvoir. A la faveur de cette militarisation progressive de la société civile, de ce

LES TROIS FONT ILS LA PAIRE ?



« coup d'Etat par mensualités » (selon l'expression de R. Ongaro, dirigeant syndicaliste, en février dernier, de son exil de Lima), l'on trouve la vieille expérience de l'armée dans la conduite des affaires du pays, et même dans la gestion directe d'importantes entreprises. Elle peut, sans problème, contrôler de l'intérieur les secteurs clefs du système productif du pays. Qualification que les armées du continent américain, et ses homologues

européennes, ne possèdent que depuis peu.

La classe ouvrière argentine a combattu de face cette violence réactionnaire. Les luttes ouvrières, les grèves, se multiplient dans le pays depuis 1973. Il semble impossible de briser aujourd'hui cette combativité forgée sous la répression. N'oublions pas que l'engagement dans ces luttes signifie bien souvent l'engagement à la mort, à l'emprisonnement, au chômage.

Le mouvement ouvrier et populaire présente deux caractéristiques importantes, qui lui permettront de mieux résister à la réaction. C'est un mouvement profondément ancré dans la classe ouvrière, en franche opposition contre le bureaucratisme de la CGT et sa politique de collaboration de classe. Il revendique l'autonomie et la démocratie à la base et se donne des embryons de coordination et d'organisation pour contrecarrer l'appareil syndical.

Un syndicalisme bureaucratique

La grève générale du 13 mars contre le plan économique, que la CGT a été acculée à suivre, avait peu à peu pris l'ensemble du pays, et a été très violemment réprimée par la police.

Habituee à gouverner avec l'appui de la CGT, la bourgeoisie ne pouvait pas se permettre de voir basculer — si peu que se soit — la CGT de l'autre côté de la barrière. Il fallait précipiter les événements. La recherche d'une alliance de classe solide avec la petite-bourgeoisie, capable de donner une assise au régime en période de crise économique grave, n'est pas tâche facile. La délégation de pouvoir aux forces armées doit chercher cet objectif. Mais aussi et surtout, les militaires devront s'attaquer à la classe ouvrière et aux couches populaires. Comme dans d'autres pays d'Amérique latine, s'exprime de plus en plus clairement une alternative : socialisme ou fascisme.

La solidarité avec la classe ouvrière argentine que nous devons développer en France doit être à la mesure de la lutte qu'elle mène dans son pays. Nous devons essayer, par un fort mouvement d'opinion international, d'isoler le régime Videla et nous opposer au rétablissement des relations diplomatiques avec les dictateurs argentins. Face au gouvernement français, nous devons exiger l'ouverture immédiate des portes de l'ambassade à Buenos-Aires.

Cécilia JOXE ■

● LIBAN : les dernières heures

Il semble que les événements se succèdent rapidement au Liban : la gauche a nettement affirmé à Damas sa volonté de mener la crise à son terme, c'est-à-dire à l'éviction politique des chrétiens et à la laïcisation de l'Etat. Damas semble, en revanche, avoir su se concilier Yasser Arafat — ce qui peut encore modifier le rapport de force militaire — mais envisage d'intervenir directement avec l'aval du Conseil de sécurité pour empêcher une invasion israélienne au sud. Les USA semblent hésiter sur les moyens et la tactique à employer, et par précaution, s'opposent par avance à toute intervention militaire. La situation militaire s'est fortement dégradée à Beyrouth pour les Phalanges, obligées de battre en retraite vers le nord de la capitale.

Dans la montagne aussi, à mesure que le rapport des forces se modifie, la guerre se développe. La communauté druze en particulier semble s'engager dans la lutte contre les chrétiens, parce que le chef de l'opposition est un druze (K. Joumblatt) et que les chrétiens sont les ennemis ancestraux. La montagne

chrétienne est ainsi coupée en deux. Il ne faudrait d'ailleurs pas que la lutte politique dérape, en certains endroits, en un génocide confessionnel. La panique de certaines populations chrétiennes est parfois loin d'être injustifiée.

* Les prochains jours risquent donc d'être décisifs pour l'avenir des peuples libanais et palestiniens.

Mais les développements politico-militaires du Liban ne doivent pas éclipser les événements de Cisjordanie dont l'importance est considérable.

Un véritable mouvement de masse est né : les Palestiniens de l'intérieur, dont la conscience politique s'est singulièrement développée, semblent prendre le relais dans la lutte contre le sionisme. Leur lutte, moins spectaculaire mais plus massive, moins idéologique mais plus sociale et politique, est plus dangereuse pour l'Etat d'Israël, qui l'a bien compris, puisqu'au mépris de ses propres lois il vient de refouler au Liban deux personnalités cisjordanaises, favorables à l'OLP et candidates aux élections municipales. La récente réunion du Conseil de sécurité, le semi-lâchage des USA, la comparution forcée du délégué israélien sont révélateurs de l'ampleur croissante de la tension dans les territoires occupés. Après le Liban, c'est là que se situe le maillon faible de la chaîne, celui qu'il faudra absolument briser.

Jean JULLIEN ■

la tendresse au quotidien

C'est dans un souffle d'air frais que François Truffaut aborde les problèmes de l'enfance dans son film *L'Argent de poche*. Au travers d'une chronique tendre d'une petite ville française, dans une atmosphère de fête permanente où nous plonge les enfants, si fous mais si vrais, Truffaut parvient pourtant à faire ressortir discrètement, et avec pudeur, les vrais problèmes. Une vie d'enfant n'est pas toujours rose, et malgré leur insouciance apparente, ils sont bien plus conscients des choses que nous autres, adultes, voulons bien le croire.

○ François Truffaut mène cette ronde d'un regard d'enfant, sur un mode léger, tout en allant assez au fond des choses, sans toutefois dramatiser comme nous, « les grands », aurions tendance à le faire. Sa mise en scène, discrète, laisse une large part d'improvisation spontanée à ses acteurs en herbe, qui vivent leur vie à l'écran comme la leur. Les diverses cou-



ches sociales sont bien représentées, depuis celui que l'on traite de « cas social », fils d'alcooliques dont la mère se soucie peu et au père inconnu, jusqu'au fils choyé de famille aisée, en passant par la fille entêtée du commissaire de police. Tous étalent devant la caméra leurs inégalités, mais aussi leurs points communs : la jeunesse, la spontanéité et le désir de vivre, malgré et contre tout, dans la tendresse qu'ils récoltent là où ils peuvent, chez les parents, les copains, les voisins, ou même les parents du copain.

Mais « les enfants ont la peau dure » nous dit Truffaut, « ils ont

la grâce ». Ils savent se heurter sans bruit aux difficultés de la vie.

Le spectateur est vite envoûté, tant il se retrouve lui-même au travers de ces images d'enfants aux multiples facettes, et il ne peut plus que sourire d'un sourire d'enfant. Toute la salle a dix ans et se place sur un pied d'égalité avec les acteurs. On y est presque, dans ces HLM, sur les bancs de cette école, où l'on écoute, attendri, les paroles de ce merveilleux instituteur, M. Richet, qui ressemble beaucoup à Truffaut lui-même.

Ce que veut nous faire voir Truffaut, c'est la vie au quotidien de tout un petit monde que nous avons créé et dont nous sommes responsables, mais sur lequel nous ne nous penchons qu'occasionnellement, lorsque problème il y a. Et encore, ces problèmes, nous les résolvons de notre point de vue d'adulte, mais eux, qu'en pensent-ils ? Ils n'ont pas la parole...

C'est ce que met au jour Truffaut par l'intermédiaire de son porte-parole, l'instituteur qui s'adresse ainsi aux enfants, lors de son discours de fin d'année : « ... Le monde n'est pas juste, il ne le sera jamais, mais il faut lutter pour qu'il y ait davantage de justice. Les adultes, lorsqu'ils le veulent vraiment, peuvent améliorer leur sort. Mais, dans toutes ces luttes, les enfants sont oubliés. Il n'existe aucun parti politique qui s'occupe réellement des enfants. Et il y a une raison à cela, c'est que les enfants ne sont pas des électeurs. Si on donnait le droit de vote aux enfants, vous pourriez réclamer



d'avantage de crèches, davantage d'assistantes sociales, davantage de n'importe quoi, et vous l'obtiendriez car les députés voudraient avoir vos voix. La vie est dure, et il est important que vous appreniez à vous endurcir pour pouvoir l'affronter. Attention, je ne dis pas à vous durcir, mais à vous endurcir. »

Bref, un film qui mérite d'être vu, et qui ne manque pas, malgré son apparente insouciance, de thèmes de réflexion profonds.

Chantal LENDER ■

TF 1 Michel Droit : la droite et Massu

On n'attend plus de surprise de la télévision « libérale avancée », mais, mardi 30 mars vers 22 heures, nous avons été gâtés ! Michel Droit, chantre du gaullisme, a consacré une large partie de son feuilleton pseudo-historique (*Ces années-là*) à la situation en Algérie en 1957. Passons sur les commentaires inspirés par l'idéologie de la pire droite réactionnaire, mais, par contre, nous ne pouvions avaler le couplet du même commentateur, légitimant les tortures des parachutistes de Massu pendant la Bataille d'Alger.

Jamais le PSU, dont l'histoire se confond avec l'anti-colonialisme et le soutien à la lutte du peuple algérien pour l'accès à l'indépendance, ne laissera se produire de tels « attentats idéologiques » sans répondre face à l'opinion publique.

C'est pourquoi le Bureau national du PSU a fait parvenir le communiqué suivant à l'AFP, ce mardi 30 mars à 23 heures. « Le Bureau national du PSU proteste contre les propos infâmants tenus par Michel Droit au cours de l'émission *Ces années-là* (57) présentée sur TF 1 le mardi 30 mars. Au cours de cette émission, celui-ci s'est livré à une apologie de la torture pratiquée par Massu lors de la Bataille d'Alger. Il l'a justifiée de façon scandaleuse par les besoins de la lutte contre la guérilla urbaine menée par le FLN.

» Le PSU rappelle la juste lutte du peuple algérien pour son indépendance et dénie tout droit à ceux qui ont légitimé les pires tortures dans le passé de s'en faire les apologistes aujourd'hui. Le PSU exige qu'un droit de réponse soit accordé sur TF 1 à tous ceux qui, en France, ont lutté contre la politique répressive menée vis-à-vis du peuple algérien. »

CENTRE POPULAIRE DE FORMATION SOCIALISTE

● Critique des pratiques sociales

- La production culturelle le 16.4.76
- Besoins sociaux et consommation le 30.4.76
- Science, recherche et société le 14.5.76
- Travail et loisir le 21.5.76

● Histoire du mouvement ouvrier

- Le mouvement ouvrier européen de 1947 à nos jours - 1^{ère}

séance le 6.4.76 - 2^e séance le 20.4.76

● Marxisme et philosophie

- Marxisme positivisme et structuralisme, 1^{ère} séance : 13.4.76 - 2^e séance : 27.4.76
- Marxisme, aliénation, autogestion le 4.5.76

● Economie

- Economie politique, contrôle, autogestion le 9.4.76

Découverte et culture, loisirs

4, rue d'Aligre, 75012 - PARIS.

IREZ-VOUS CET ETE EN SOMALIE, AU VIET-NAM,
EN ANGOLA, AU YEMEN du SUD ... ou
... en CORSE ?

La Brochure Portugal-DCL-ETE 75 est enfin sortie —
56 pages - 10 F + 2 F de port... Vite, y en a presque plus.

Sélection radio TV

Lundi 5 avril.

A 20 h 30 sur **FR 3**, **Compartiments tueurs** de Costa Gravas. Le meilleur film policier français.

Du lundi 5 avril au vendredi 9, à 8 h sur **France-Culture**, **Les Chemins de la connaissance** : l'inflation vue sous différents aspects, entre autres les firmes multinationales et le tiers monde.

Mardi 6 avril.

A 20 h 05 sur **France-Culture** ; **Dialogues** : « Le droit d'être homosexuel » avec le pasteur André Dumas et André Baudry, fondateur d'Arcadie et du Mouvement homophile de France. « Le droit à la différence, c'est-à-dire le droit pour chacun de vivre sa propre évolution, y compris sexuelle ».

A 21 h 35 sur **TF 1** ; **Lettres d'un bout du monde** : « La porte de l'Inde » n° 3.

A 20 h 30 sur **Antenne 2** ; **Les dossiers de l'écran** : « 13 ans déjà » ; les rapatriés d'Algérie.

Mercredi 7 avril.

A 22 h sur **TF 1**, **Histoire des gens** : « Le mythe des Camisards »

Est-ce un mythe ? « **Non** » répond le professeur qu'interviewe Pierre Dumayet, sur des images du film de René Allio. Mouvement de résistance au totalitarisme catholique louis-quatorzième, il s'est élargi très rapidement à l'ensemble des libertés, y compris la liberté sociale. Rares en effet ont été les bourgeois cévenols qui participèrent à cette lutte, placée sous la responsabilité d'hommes du peuple. Les Camisards ne sont pas « illuminés ». Mais il a fallu des générations pour que la France impérialiste en prenne conscience.

A 20 h 30 sur **FR3** : **Les Oiseaux** d'Alfred Hitchcock.

Vendredi 9 avril

A 20 h 30 sur **FR3** : **Le remembrement en Bretagne**. Enquête menée dans le Finistère, non sans problème d'ailleurs (pneus crevés, etc...). Ici, le remembrement prend les traits de l'impérialisme (encore lui !) franco-parisien par direction départementale de l'agriculture interposée. Pourtant, tout n'est pas négatif car les terres regroupées deviennent mieux exploitables. Bien entendu, le remembrement « ouvre les portes » au financement. Et l'on sait ce qu'il advient des paysans (petits et moyens), endettés jusqu'au cou !

A 22 h 50 sur **Antenne 2**, Ciné-club : **Une femme disparaît**, pour les fans d'Hitchcock.

Cinéma



Yu Kong et les montagnes

Ce que Jean Yann redoutait, les Chinois, sont arrivés. Ouvriers (ières) d'usine, vendeurs, professeurs, techniciens, soldats et artistes, le peuple chinois en somme, se sont installés dans quatre petits cinémas du Quartier latin à Paris.

Pendant douze heures bien équilibrées, la vie de la République populaire de Chine défile, dans la multiplicité volontaire du débat politique, toujours « aux postes de commande ».

Ce travail culturel et politique a été réalisé par Maraline Coridan et Joris Ivens, deux amis sincères et clairvoyants de la Chine nouvelle. Joris Ivens, notamment, a multiplié les contacts et les séjours depuis quarante ans.

Le ton libre, l'humour, la volonté manifeste de polémiquer, de mener la discussion aussi loin que possible, c'est ce qui ressort avec le plus de force de ce panorama. On souhaiterait que le film n'intéresse pas seulement les maoïstes convaincus d'avance.

M.C.

L'intelligence, c'est quoi ?

Le débat qui a eu lieu le lundi 22 mars sur **TF 1** sur « génétique et intelligence » a pu peut-être passer inaperçu, ou paraître à certains de peu d'intérêt. En fait, il s'inscrit dans une campagne d'opinion qui, depuis quelques temps, avec notamment le problème des enfants dits « surdoués », essaye de donner un soubassement scientifique à des projets d'expériences sélectionnistes dès le primaire (voir la dernière circulaire sur les classes préparatoires à deux vitesses), et même dès la maternelle.

L'intelligence elle-même est un concept vague recouvrant des réalités différentes.

— L'intelligence « potentielle », qui serait reçue à la naissance, et donc obéirait aux lois de l'hérédité, bien qu'aucune expérience, qu'aucune statistique décisive ne puisse en mesurer l'importance, ni même en démontrer l'existence.

— L'intelligence « réalisée », qui est le fruit du développement de l'intelligence « potentielle », si elle existe, dans un environnement (social, culturel, etc.) donné. Tous les auteurs s'accordent à dire que l'environnement joue un rôle capital. Une loterie des dons, si elle existe, a bien peu d'effet sur le résultat final ; la loterie en milieu social, culturel, et la loterie de l'éducation ont beaucoup plus d'effet.

— L'intelligence « mesurée » qui est la note obtenue à un test de quotient intellectuel (QI).

Mais, comme le dit le généticien A. Jacquard qui participait à ce débat, « le QI ne mesure en fait que le comportement intellectuel d'un indi-

vidu par rapport à la norme imposée par la société qui a inventé ce QI, la société occidentale ».

Veut-on demander aux généticiens d'accepter que l'hérédité, donc les différences héréditaires, justifient un traitement social différent des enfants et des hommes ? Alors que les possibilités intellectuelles de chaque homme pourraient être développées de façon importante, le fait de privilégier la formation de quelques-uns (surdoués ou autres) montre à quel point le développement de « l'école » est lié à celui de la société, à quel point il existe un réel danger pour la « démocratie ».

Ne sait-on pas que, depuis un siècle, des dizaines d'articles, chaque année, essayent de démontrer aux USA que la différence de valeur du QI (donc d'intelligence ?) entre Blancs et Noirs serait due en partie à l'environnement, mais en partie aussi aux gènes ? Les Blancs américains ne sont-ils pas eux aussi testés, hiérarchisés, selon leur valeur intellectuelle, et avec des explications génétiques diverses entre nordiques plus intelligents et latins moins intelligents, plus « nonchalants » ? Aucun article n'a pu démontrer ce qui n'est qu'une affirmation idéologique d'une société en proie à la lutte des classes.

Ce problème est fondamentalement politique, et les faux débats à la recherche d'une science-alibi doivent être vigoureusement combattus. Ce type de débats ne doit pas être réservé aux seuls chercheurs scientifiques « spécialistes », il doit être porté sur la place

publique pour y être critiqué et combattu, car c'est une partie du combat des travailleurs pour leur émancipation et l'émancipation de la société.

Jérôme LEVIEUX ■

cinéma 76

avril n° 208
**LE CINEMA
CHINOIS**
et sa longue marche

*
JORIS IVENS
l'infatigable

*
SHIRLEY MC LAINE
portrait-entretien

*
OUSMANE SEMBENE
sur la sellette

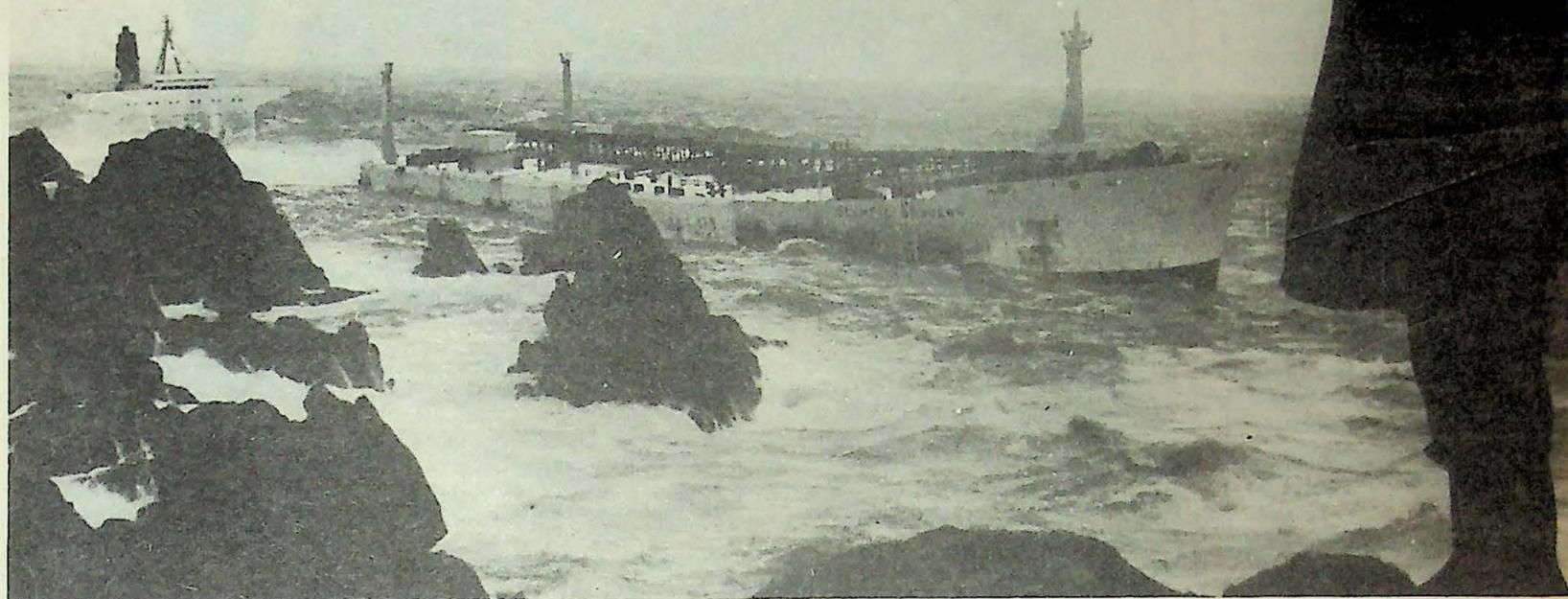
*
ANDRZEJ WAJDA
s'explique...

*
**Neo-contestation
en URSS**
et toute l'actualité

En vente partout : 8 F
ou 6, rue Ordener, P.18

Ouessant

le pétrole dans le creux de la vague



Ce qui fait le plus rager les habitants d'Ouessant, c'est la conviction qu'on aurait pris des mesures plus rapides et plus efficaces si le pétrolier Olympic Bravery s'était échoué à proximité d'une plage à la mode : La Baule ou Dinard. Mais Ouessant, c'est le bout du monde, et ça ne représente pas grand-chose !

Le fait est que, depuis le 24 janvier, les périodes de temps calme n'ont pas manqué, qui auraient pu permettre de délester l'épave de son pétrole. Mais les armateurs, les assureurs et les pouvoirs publics, n'arrivaient pas à se décider, ou à se mettre d'accord.

Aujourd'hui les Ouessantins, à qui on avait affirmé qu'il n'y avait pas réel danger de pollution, mesurent l'ampleur de la catastrophe. Non seulement les oiseaux de mer, imprégnés de goudron, vont périr par centaines (y compris les 80 couples restant de guillemots et de pingouins et les 50 couples de macareux), mais les poissons et le « lichen-carragahen », une sorte de goémon dont le ramassage assure une ressource non négligeable, sont également menacés. Et ça, c'est directement la vie des habitants que ça touche.

Evidemment, tout le monde n'y perdra pas. On a appris à la fin de la semaine dernière que la compagnie d'assurances Lloyd payait 29 millions de dollars à la compagnie Onassis. Ce serait la plus forte prime qu'elle ait jamais versée ! Il y a de quoi se poser des questions, et on se les pose !

Jusqu'en 1973, la consommation mondiale de produits pétroliers augmentait de 8 % par an. Pour les navires et les ports, la course au gigantisme était lancée depuis quelques années déjà. Et puis, ce fut la crise, mais on acheva les pétroliers en construction, alors que la consommation mondiale stagnait. Fin 1974, la capacité de transport dépassait déjà la demande de 20 millions de tonnes. En 1975, on en a atteint 80, et on doit en être à 120 millions de tonnes actuellement. Quant au prix du carburant pour les navires eux-mêmes, il a été multiplié par 4 ou 5. Même en réduisant la vitesse (une réduction de 25 % économise 50 % de carburant), la flotte de supertankers cessait d'être rentable. Plus exactement, les supertankers neufs qui étaient livrés par les chantiers navals à la suite de commandes antérieures n'avaient aucune chance d'être amortis. Ils risquaient de rapporter beaucoup moins en quatre ou cinq ans... que la prime d'assurance en une seule fois. Vous voyez la tentation pour des

gens qui avaient l'habitude d'amortir un pétrolier en trois ou quatre ans (fantastique, mais vrai), et qui n'aiment pas laisser dormir l'argent inutilement.

Un bateau si bien conçu qui manœuvre si mal, et dont les moteurs tombent en panne tous en même temps. Difficile à croire ! : Diaes eo da greidin, comme l'écrit en breton Trelger dans sa chronique de Combat Socialiste (organe de la fédération bretonne du PSU).

Ce cynisme des capitalistes est d'autant plus inquiétant pour les Bretons que c'est 400 millions de tonnes de pétrole qui passent chaque année au large de nos côtes. Des rivages du Léon, au nord de Brest, on voit très bien les supertankers se profiler sur l'horizon.

La course au gigantisme a toutes les chances de reprendre, même après la réouverture du canal de Suez. Par rapport au coût de transport moyen d'une tonne, l'utilisation d'un pétrolier de 500 000 tonnes, allant du Golfe persique dans la Manche et retour par Le Cap, représente 84% du prix d'un pétrolier de 150 000 tonnes capable de passer par Suez au retour (et à vide). En outre, on voudra rentabiliser les installations portuaires récentes, celles de Fos (350 000 tonnes) et de Bilbao (500 000 tonnes) ouvertes en 1975, et d'autres qui doivent être terminées cette année en Suède et ailleurs. La propulsion nucléaire pourrait même inciter à construire des pétroliers encore plus gros.

En somme, si la marée noire lèche les rochers de l'île d'Ouessant, c'est probablement parce que le pétrole se trouve actuellement au creux de la vague, mais ce pourrait être bien pire après demain.

Comme pour les centrales nucléaires, un sujet qui touche également les Finistériens, c'est un choix de finalité de la production qui est posé. Faut-il construire des pétroliers qui soient le plus rentable, donc le moins coûteux possible, ou faut-il imposer des mesures de protection (double coque ou autre) qui préservent la mer et ses rivages ? Pour nous, c'est clair, mais les pêcheurs bretons et les écologistes pourront traduire à leur tour : faut-il continuer à suivre la logique du capitalisme ?

Lost Du ■